

La « guerre des étoiles », obstacle à un sommet avec M. Gorbatchev

M. Ronald Reagan se déclare déçu par le durcissement soviétique

Série noire

U n an, pratiquement, avant la fin de sa course, le maître républicain fait son coup d'essai. Coup sur coup, ces deux derniers jours, le président américain, déjà fragilisé par les retombées de l'« Irangate », vient d'encalasser trois revers majeurs. Sur le front économique, le krach de Wall Street a démontré de façon éclatante les limites d'un credo aveugle dans la baisse des impôts et la déréglementation. Obligé de faire un geste, M. Reagan est allé devant la presse comme à Canossa payer tribut au déficit. Encore cette humiliation n'a-t-elle été que de peu d'effet, les marchés n'ayant prêté qu'une confiance sceptique aux promesses républicaines. Ils veulent des actes.

A sa manière, le président attendait lui aussi du concret : la confirmation de son sommet avec M. Gorbatchev qu'il avait espéré « d'ici à la fin de l'année ». Le retour de Moscou d'un George Shultz bredouille, anéanti dans l'immédiat ses chances d'annuler un Congrès qui lui calculait déjà bien chèrement sa liberté de manœuvre au Proche-Orient. Sans parler de l'Amérique centrale, où M. Reagan a dû plus de mal à financer les commandos anticomunistes de la Contra et où il a même dû approuver du bout des lèvres le plan de paix mis au point par le président du Costa-Rica, M. Oscar Arias. Prix Nobel de la paix oblige !

Il est trop tôt encore pour interpréter la rebuffade que vient d'infirmer M. Gorbatchev à l'heure de la Maison Blanche : volonté du numéro un soviétique de pousser plus avant son avantage sur un président fortant, ou signal de graves difficultés auxquelles il serait lui-même confronté. Quoi qu'il en soit, l'épisode prive M. Reagan d'une bouffée d'oxygène dont il avait le plus grand besoin.

Battu en brèche sur le double front économique et diplomatique, le président américain vient d'encaisser un dernier revers, le plus cuisant peut-être, car il lui est finalement infligé par la défection de son électeur conservateur. En rejetant par 58 voix contre 42 la nomination du juge Bork à la Cour suprême, le Sénat a détruit la dernière chance d'instaurer dans les toutes les révolutions morales promises au début du mandat présidentiel.

Il y a quelque chose de fascinant dans cette mise à mort quotidienne et pour ainsi dire « en direct » du mythe républicain. Certes, le président se bat encore pour passer le flambeau à un républicain, mais il sera de plus en plus difficile à un Reagan affaibli de maintenir en place la mosaïque conservatrice qui l'a porté au pouvoir, surtout depuis que son ciment économique s'effrite.

Déjà les enfants du baby-boom, alléchés en 1980 par le mirage de la prospérité, se révoltent, et le Parti républicain supporte dans les décombres de l'héritage ses chances pour l'avenir. Reste au « grand communicateur » un dernier combat : signer du temps en persuadant ses adversaires qu'après tout le réaganisme respire encore.

Au cours d'un entretien avec cinq correspondants européens, dont celui du « Monde », le président Reagan s'est déclaré déçu, le vendredi 23 octobre, par le durcissement inattendu de la position de M. Gorbatchev lors des négociations menées à Moscou par M. George Shultz. Le secrétaire d'Etat américain n'est pas parvenu à obtenir une date pour un

WASHINGTON
de notre correspondant

L'entretien aurait pu être l'occasion de commenter un succès attendu, celui des conversations de M. Shultz à Moscou. C'est tout le contraire, et M. Reagan ne cherche pas à dissimuler sa déception moins de deux heures après avoir appris la nouvelle : « Out, je suis déçu. Nous avions convenu à Genève, en 1985, qu'il y aurait deux sommets : le premier en 1986 et le suivant à Moscou où je devais aller. M. Reagan veut bien admettre que le numéro un soviétique a dû trouver des difficultés à venir aux Etats-Unis

sommet avec M. Reagan. M. Gorbatchev semble vouloir relancer la bataille contre l'initiative américaine de défense stratégique, à laquelle M. Reagan refuse de renoncer. Les entretiens de M. Shultz ont permis cependant de lever les derniers obstacles à un traité sur le démantèlement des forces nucléaires intermédiaires.

(Lire page 3 l'article d'ALAIN JACOB.)

en 1986 alors qu'il était en fonction depuis encore peu de temps. « Mais maintenant, nous approchons de la fin de 1987. Il était d'accord pour venir ici, et j'espère que d'ici à la fin de l'année, il le fera ».

M. Reagan note que les entretiens de M. Shultz à Moscou ont tout de même permis de faire « quelques progrès » à propos d'un accord sur les armes intermédiaires.

Est-il prêt à modifier sa position sur l'initiative de défense stratégique (IDS), puisque M. Gorbatchev en fait une condition ? « Non (...) Je ne peux pas négocier cela. Nous avons la perspective d'un système défensif, qui pourrait pratiquement rendre obsolètes les missiles

nucléaires. Et j'ai dû et dû dire que si nous possédons ce système, et lorsque nous le posséderons, nous ne l'utiliserons pas pour en tirer un quelconque avantage offensif contre aucune autre nation. Nous le rendrons accessible au monde entier sur le principe que toutes, dès lors, acceptent d'éliminer totalement les armes nucléaires. » Tout le monde à présent sait fabriquer des armes nucléaires, explique en substance M. Reagan, et même si on se met d'accord pour les éliminer, l'IDS servirait de garantie contre l'initiative d'un « fou, contre un chantage nucléaire ».

JAN KRAJICE

(Lire la suite page 3.)

Pilotes, La Chapelle-Darblay, Renault...

Le « bon usage » de la grève

La CGT organise, le lundi 26 octobre, une journée nationale d'action sur les libertés syndicales, par solidarité avec dix militants de Renault-Billancourt qui comparaitront en correctionnelle. Le 23 octobre, des ouvriers du Livre occupaient symboliquement la mairie de M. Séguin à Epinal, tandis que la CGT assurait que deux de ses délégués à l'usine Dassault d'Argenteuil avaient été mis à pied, suite à une manifestation syndicale.

Cette controverse, alimentée hier par l'affaire de La Chapelle-Darblay, aujourd'hui par le procès de Nanterre, sert de révélateur. Elle a fait prendre conscience à l'opinion du vide législatif sur l'exercice du droit de grève. La brutalité des sanctions décidées par le PDG de La Chapelle-Darblay - qui était allé, avant d'y renoncer, jusqu'à cinquante-sept mises à pied - pour un usage apparemment normal du droit de grève a révélé le danger d'un tel vide qui ouvre un vaste champ de liberté au pouvoir des juges. Voilà qui oblige les pouvoirs publics et les partenaires sociaux à réfléchir à la réglementation du droit de grève.

Le préambule de la Constitution de 1946, repris par celle de 1958, est clair : « Le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent ». Ce principe étant posé, les difficultés commencent, car les lois en question sont rarissimes. Même s'il est admis qu'elle doit avoir un caractère professionnel, le code du travail ne donne pas de définition de la grève. Dans le titre que le précédent code consacrait aux « conflits collectifs », on trouve au chapitre sur la grève cinq articles sur la « grève dans les services publics » et un seul sur les « dispositions générales ».

Ainsi la grève dans le privé n'est-elle réglementée que par un seul article du code du travail, l'article L. 521-1.

« La grève ne rompt pas le contrat de travail, sauf faute lourde imputable au salarié. » Cela faisait dire à M. Philippe Séguin, le 7 octobre à l'Assemblée

nationale, qu'« aucune législation n'a vu le jour en ce qui concerne le secteur privé ». M. Michel Delebarre, ministre du travail du gouvernement Fabius, avait cependant, par la loi du 25 juillet 1985, fait ajouter une phrase au premier alinéa de l'article L. 521-1 : « Tout licenciement prononcé en violation du premier alinéa du présent article est nul de plein droit ».

Ce faible interventionnisme du législateur peut être interprété comme un souci, socialement louable, de permettre aux salariés d'exercer pleinement un droit reconnu par la Constitution sans fixer, comme dans d'autres pays, une règle du jeu trop contraignante ou des limites trop restrictives. Mais un tel libéralisme a rapidement montré ses inconvénients. Comme le souligne le professeur Gérard Lyon-Caen, « le droit de grève est par excellence le domaine où le juge seul fixe la règle du jeu ».

MICHEL NOBLECOURT

(Lire la suite page 13.)

Après l'effondrement des places boursières

Le tourment des marchés



Les héros sont fatigués... et un peu paumés. Après la violente tourmente qui a agité tout au long de la semaine les marchés boursiers, les « traders » américains ont voulu commencer, dès vendredi 23 octobre, leur week-end de récupération. Ecourtée de deux heures, la séance à Wall Street a été plus calme. Malgré une activité plus faible (246,2 millions de titres seulement ont été échangés), le mar-

ché est resté très volatile. La journée s'est finalement achevée sur un indice Dow Jones, le thermomètre de la Bourse de New-York, pratiquement inchangé (1940,76 points). Par rapport à la veille, il était en hausse de 0,33 point. L'agitation s'est en revanche déplacée sur le marché des changes, où le dollar a enregistré une forte baisse : de 4 pennes par rapport au mark, à 1,7780 à la fin de la journée ; de

3 yens, à 141,775, et de près de 11 centimes français, à 5,9545. La semaine à venir s'annonce difficile. L'incertitude est totale. A Wall Street, les « bonnes nouvelles » distillées tout au long de la journée de vendredi n'ont pas fait recette. Le discours du président Reagan, la veille, n'a pas convaincu de sa volonté de réduire le déficit budgétaire. Les taux d'intérêt ont certes continué à baisser : l'emprunt à trente ans du Trésor est revenu à 9%, après avoir culminé à plus de 10%. Mais cela n'a pas suffi à doper la Bourse. Les réactions, très favorables, des responsables des autres pays au discours de M. Reagan des responsables des autres pays n'ont pas eu plus d'effets. Le ministre canadien des finances, M. Michael Wilson, a qualifié de « tout à fait à propos » les déclarations du président américain. Le gouvernement allemand a, par la voix de son porte-parole, « salué l'initiative annoncée par le président américain en vue de poursuivre la réduction du déficit budgétaire des Etats-Unis ». M. Karl Otto Poehl, le président de la Bundesbank, a indiqué quant à lui qu'il se « réjouissait » de la volonté de M. Reagan de réduire ce déficit. Même les déclarations de M. Howard Baker, le secrétaire général de la Maison Blanche, qui indiquait qu'un train de mesures serait annoncé dès la semaine prochaine, n'ont guère impressionné les marchés.

Les données sur l'économie américaine publiées vendredi, bien que plutôt favorables, n'ont pas non plus provoqué l'enthousiasme des opérateurs. La croissance américaine reste soutenue. D'après le département du commerce, au troisième trimestre, le PNB a augmenté à un rythme annuel de 3,8 %, après un rythme de 2,5 % au deuxième. Pour les analystes de Wall Street, ces chiffres portent sur le passé. Ils craignent aujourd'hui que l'effondrement de la Bourse ne provoque un fort ralentissement de la consommation, et donc de l'activité dans les mois à venir. Quant à l'inflation, elle reste maîtrisée. La hausse des prix de détail n'a été que de 0,2 % en septembre, grâce à la baisse des prix de l'énergie, après une progression de 0,5 % en août.

ERIK IZRAELWICZ

(Lire la suite page 13.)

L'Éducation d'Alphonse

ROMAN

« Écoutez-la, Boudard, quand il s'emballe... vous êtes soudain dans une espèce de poésie et dans le vrai romanesque ! »
François Nourissier / Le Point

BOUDARD
L'éducation d'Alphonse

GRASSET

صحنه من الاصل

Dates

Il y a trente ans

Albert Camus, prix Nobel de littérature

RENDEZ-VOUS

Dimanche 25 octobre. — *Pékin* : ouverture du 13^e congrès du PC chinois.
Lundi 26 octobre. — *Strasbourg* : début de la session plénière du Parlement européen (jusqu'au 30). *Bruxelles* : réunion des cinq ministres des transports des pays concernés par le TGV-Nord. *Jérusalem* : reprise du procès John Demjanjuk. *La Haye* : Réunion des sept pays membres de l'Union de l'Europe occidentale (jusqu'au 27).
Mardi 27 octobre. — *London* : réunion entre Américains et Européens sur l'Aïrbus.
Mercredi 28 octobre. — *Etats-Unis* : publication du rapport du congrès sur l'Irlande.
Vendredi 30 octobre. — *Argentine* : visite du chef du gouvernement espagnol. *Bruxelles* : réunion de la commission monétaire de la CEE. *Gabon* : réunion des experts de l'OUA sur le différend tchado-libyén concernant la bande d'Azou. *Japon* : expiration du mandat de premier ministre de M. Nakasone. *Zimbabwe* : élections sénatoriales partielles.
Dimanche 1^{er} novembre. — *Israël* : visite de M. Chirac (jusqu'au 3). *Algérie* : anniversaire du début de l'insurrection (1^{er} novembre 1954).

À l'automne de 1957, pour le Nobel de littérature, on attendait Malraux, Pasternak ou Sartre. Le choix d'Albert Camus fut — le 18 octobre — une véritable surprise. Non que l'auteur de *La Peste* ait été jugé indigne d'une telle distinction, mais de nombreux commentateurs considéraient que l'Académie suédoise aurait pu attendre que l'œuvre se développât une décennie ou deux avant de lui octroyer cette considération ultime.

Seul Rudyard Kipling, en 1907, avait connu, plus précocement encore, un tel honneur. D'emblée, dans le discours qui clôturait la remise du prix, Camus reprit à son compte l'étonnement, voire la stupeur suscité : « Comment un homme presque jeune, riche de ses seuls doutes et d'une œuvre encore en chantier, habitude à vivre dans la solitude du travail ou dans les retraites de l'amitié, n'aurait-il pas appris avec une sorte de ponctuelle un arrêt qui le portait d'un coup, seul et réduit à lui-même, au centre d'une lumière crue ? De quel cœur aussi pouvait-il recevoir cet honneur à l'heure où, en Europe, d'autres écrivains, parmi les plus grands, sont réduits au silence, et dans le temps même où sa terre natale connaît un malheur incessant ? »

Bien que conformes à la rhétorique du remerciement, ces interrogations allaient au-delà de la modestie de circonstance. Pasternak était bâillonné, et avec lui tous les vrais créateurs des pays dits socialistes.

après la publication de *L'Homme révolté*, il se souvenait avec un reste de tendresse : « ...vous n'êtes pas loin d'être exemplaire. Car vous résumez les conflits de l'époque et vous les dépassez par votre ardeur à vivre (...) Vous avez toutes les chances et tous les mérites, car vous unifiez le sentiment de la grandeur au goût passionné de la beauté, la joie au sens de la mort. »

Sacrifiant en virtuosité à l'art de la polémique, Sartre parlait au passé de celui qu'il avait jusqu'en cette année 1952 constamment célébré et parfois indifféremment enroulé à ses côtés. Cet affrontement devait non seulement meurtrir Camus, mais

thysme. Ecorché vif et ne risquant pas un mot qui ne se vît authentifié, Camus se voyait accusé de faiblesse théorique, de chauvinisme méditerranéen, et presque de trahison.

En pleine célébration du culte de l'histoire, il entendait fixer des limites à tous les pouvoirs, y compris à ceux qui se voulaient révolutionnaires. Évoquant les révolutions européennes, il affirmait : « Dans l'univers purement historique qu'elles ont choisi, révolte et révolution débouchent dans le même dilemme : ou la police ou la folie. » Et, comble de sacrifice, il poursuivait : « La révolution, pour être créatrice, ne peut se passer d'une règle, morale ou

terme brutal à la vie d'Albert Camus. L'œuvre, définitivement, restait en chantier. Le sort trop généreux évoqué dans le *Discours de Suède* menait à un foudroiement, la revanche de l'absurde avait un goût atroce. La mort imposait à Camus le destin de ses héros. Au miroir du néant, il se confondait presque avec Meursault, l'Étranger, ou Clamence, le bavard doux-venimeux de *La Chute* ; il est surtout frère de ce Sisyphus à qui « son mépris des dieux, sa haine de la mort et sa passion pour la vie (...) ont valu ce supplice indicible où tout l'être s'emploie à ne rien achever ».

Dans l'inachèvement, il a trouvé sa fin, ultime intensité du désespoir de la condition humaine, ultime épreuve aussi que l'espérance ne peut être qu'une intense présence au présent des hommes. « Oui, l'homme est sa propre fin. Et il est sa seule fin (...) Il n'y a qu'un seul bien, et c'est celui des relations humaines. Comment ne pas comprendre que, dans cet univers vulnérable, tout ce qui est humain et n'est que cela prend un sens brûlant ? Visages tendus, fraternité menacée, amitié si forte et si pudique des hommes entre eux, ce sont les vraies richesses puisqu'elles sont périssables. »

Un compagnonnage douloureux

Au long des essais, des chroniques, chaque des phrases de Camus engage à « servir la dignité de l'homme par des moyens qui restent dignes au milieu d'une histoire qui ne l'est pas ». L'écho de telles exhortations n'a cessé de s'amplifier et la voix de Camus demeure fraternellement proche. D'autant que dans ses romans et dans ses récits, il n'a présenté ni modèle ni « homme de marbre », mais des héros fragiles, égarés, tragiquement jetés au monde. Ses deux chefs-d'œuvre, *L'Étranger* et *La Chute*, ont une brièveté d'insolation ou d'errance nocturne. Leur force narrative, leur art d'enveloppement, tiennent de l'évidence, d'une insidieuse densité qui confère aux personnages la réalité suffocante des choses.

« Aujourd'hui, maman est morte. Ou peut-être hier, je ne sais pas. J'ai reçu un télégramme de l'asile : « Mère décédée. Enterrement demain. Sentiments distingués. » Cela ne veut rien dire. C'était peut-être hier... » Premières lignes de *L'Étranger*, trouble permanent au point aveugle de la mémoire. Si peu de mots, et c'est déjà le lit d'une tragédie asséchée.

« Racontez-moi, je vous prie, ce qui vous est arrivé au soir sur les quais de la Seine et comment vous avez réussi à ne jamais risquer votre vie... » Dernier sur-saut d'ironie, d'amer, de désespoir, d'équilibre : chute de *La Chute*. Le romancier, dans toute l'ampleur de son parcours, a fait escorte à la misère humaine, à l'effacement d'exister. Ce compagnonnage douloureux et fervent constitue sa trame tourmentée, son regard obscur attiré au secret. Le malentendu qui nous fait nature n'a pas à être absolument disséminé, la place de l'absolu appartenant au décor d'un ciel fanatique.

Souvent, le peu d'héroïsme de Meursault et de Clamence fut opposé à l'ardeur rebelle qui s'exprimait dans les écrits philosophiques. On y décelait une contradiction manifeste sans pressentir que pareille contradiction légitimait à égalité la pente d'ombre et le versant de lumière. Si, chez Camus, le courage, la grandeur ou l'honneur ne sont pas des mots vides de sens, c'est qu'ils ont, en d'autres pages, leurs reflets incertains. Un être « virtuel par le doute », comme il se définissait, ne cédera jamais à quelque totale certitude ni à la croyance obtuse d'avoir raison une fois pour toutes.

Écrivain superbe, solaire et pathétique, Camus guide et abandonne à l'heure vertigineuse de l'été. Son refuge est d'abord dans l'éclat noir de la lumière. Il n'a pas d'héritage, il est un vétéran. Son message brûle et apaise comme une révolte maîtrisée qui sait que l'idéal peut être une famine, un éblouissement ou un meurtre.

« On ne vit pas que de lutte et de haine. On ne meurt pas toujours les armes à la main. Il y a l'histoire et il y a autre chose, le simple bonheur... la beauté. »

ANDRÉ VELTER

L'œuvre d'Albert Camus se regroupe en deux volumes de « la Pléiade ». Les Cahiers Albert Camus : poésies inédites, correspondance : six volumes ont déjà été publiés chez Gallimard.



SEYMOUR CHWAST

Un repère obligé

D'attentats en embuscades, de rafles en tortures, le sol algérien et ses peuples devenaient l'enjeu d'une sale guerre... Pourtant, à quarante-quatre ans, Camus apparaissait comme un être bûni des dieux alors même qu'il devait tout à son acharnement, à son exigence créatrice, à sa lucidité déchirée, à sa perception physique et métaphysique de la dignité humaine. Son parcours d'écrivain, d'essayiste, de dramaturge, d'éditorialiste avait fait de lui, en dépit des épreuves et des polémiques, un repère obligé et quelque peu jaloux. Tant de dons éclatants alliés à tant de probité intellectuelle et morale, tant de fougue conjuguée à tant de maîtrise avaient parfois pour les contemporains moins doués quelque chose d'insupportable. Dans un monde où ne passait que l'ombre d'une grâce divine, Camus semblait en incarner la plus noble part — la plus noble, la plus mortelle : la plus noble parce que mortelle.

Avec son sens inné de la formule, Sartre avait, au temps de leur amitié, salué en Camus « l'admirable conjonction d'un homme, d'une action et d'une œuvre ». Puis, à l'instant d'amorcer la rupture,

occultait pour longtemps la portée philosophique et politique de son œuvre. Face à la puissance conceptuelle du philosophe qui rédigeait alors la *Critique de la raison dialectique* que pouvait un homme assez ingénu pour confier son « incapacité de raisonner au-delà d'une expérience vécue » ?

Il n'est pas exagéré, aujourd'hui, de considérer les débats autour de *L'Homme révolté* comme emblématiques du jeu de dupes à quoi se réduisait la pensée tandis que sévissaient le stalinisme et le maccar-

métaphysique, qui équilibre le délire historique.

Glorifiant « l'intransigeance exécutante de la mesure, il se référait à la longue tradition de ce qu'on peut appeler la pensée solaire où, depuis les Grecs, la nature a toujours été équilibrée au devenir ». Dernière partie de *L'Homme révolté*, la *Pensée de midi*, avec son écriture frémissante, son âpre lyrisme et ses danses bleues, avait tout pour agacer souverainement les théoriciens en chambre. Trop de lumière éblouie, trop de scrupules, une attention trop exclusive portée au bonheur humain, quitta à renoncer aux chimères de l'homme nouveau. Ce qui, avec le recul, s'impose comme un appel inspiré à la tolérance, à la fraternité, au respect des droits de l'homme et au contrôle de progrès techniques devenus destructeurs, apparaît alors comme une exaltation masquée du réformisme. Il s'agissait en fait d'une sagesse révoltée soucieuse de susciter un art de vivre sur le qui-vive.

Eveilleur de conscience

Citant René Char (« L'obsession de la maison et l'indifférence à l'histoire sont les deux extrémités de mon arc... »), Camus marquait son accord avec la foudroyante clarté de la pensée poétique face au pathos des idéologies. Dès les premières lignes de son livre il avait d'ailleurs tenu à couper les ponts avec « la philosophie qui peut servir à tout, même à changer les meurtriers en juges ». Camus ne devait jamais présenter le profil d'un maître à penser, mais il devint pour beaucoup un maître à vivre, un éveilleur de conscience. Et c'est dans cette perspective qu'il faut lire et relire *L'Homme révolté*, dont on comprend désormais pourquoi son auteur ne cessa de dire qu'il était son ouvrage le plus important. Non pas le plus abouti, mais celui qui par son mouvement, ses doutes, ses visions brûlées et sa soif de vérité tourmentée, ouvrait un champ lucide et ténébreux au devenir de l'œuvre. Ce devenir, on le sait, fut de courte durée. Au début de l'après-midi du 4 janvier 1960, un accident de la route mit un

L'Éducation de L'Éducation

LES BATTANTS DES LYCÉES TECHNIQUES

NUMÉRO D'OCTOBRE 1987
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

FRANÇOIS PERIGOT

dimanche 18h15

animé par Olivier MAZEROLLE
avec André PASSERON
et François GROSCHARD (Le Monde)
Jeanine PERRIMOND
et Jean-Yves HOLLINGER (RTL)

en direct sur
RTL

Le Monde
7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 08
Tél : (1) 42-47-97-27
Téléx MONDPAR 650 672 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-91

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
Dates de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.
Administrateur général :
Bernard Woutet.
Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.
Correspondant en chef :
Claude Sautet.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montcaumon, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71
Téléx MONDPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

Composé 3615 - Taper LEMONDE
ABONNEMENTS
R.P. 07 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 952 F 2 536 F
ÉTRANGER (par messagerie)
L. - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS 399 F 762 F 1 089 F 1 398 F
IL - SUISSE, TUNISIE 504 F 972 F 1 404 F 1 900 F
Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse désirés en
provision : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

Le Monde USPS 765-810 is published daily,
except Sundays for \$4.00 per year by
Le Monde c/o Speedpost, 45-45 39th
Street, L.I., NY 11104. Second class postage
paid at L.I. and additional offices. NY
postmaster : send address changes to Le
Monde c/o Speedpost, USA, INC., 45-45 39
th Street, L.I., NY 11104.

Gorbachev à s'en

Echange d'

Les négociations de Moscou et la politique extérieure soviétique

M. Gorbatchev et M. Shultz ne sont pas parvenus à s'entendre sur la date d'un sommet

MOSCOU de notre envoyé spécial

En vingt-quatre heures, l'atmosphère a radicalement changé. Jeudi soir, après une première journée de discussions, Américains et Soviétiques faisaient assaut d'optimisme. Vendredi dans la soirée, il planait sur Moscou comme un air d'après « Reykjavik » et la grande négociation soviéto-américaine sur les armements nucléaires paraissait bel et bien en panne. De part et d'autre, bien sûr, on veut préserver l'avenir, on assure que tout est encore possible et M. Gorbatchev est toujours prêt, dit-il, à se rendre aux Etats-Unis. Et, de fait, on verra que des progrès sur certains chapitres ont été réalisés.

Il reste qu'un objectif essentiel de ces conversations — fixer la date du prochain rendez-vous entre M. Reagan et M. Gorbatchev — n'a pu être atteint. Plus, aucun calendrier de rencontre n'est avancé et si on convient de part et d'autre qu'il faut se revoir, nul ne sait quand et à quel niveau, exception faite des experts qui continueront à travailler à Genève.

Que s'est-il passé ? S'agissant de l'organisation du sommet, M. Shultz et M. Chevardnadze ont donné vendredi soir, au cours de leurs conférences de presse respectives, des versions différentes et qui, sans être vraiment contradictoires, évoquent le malentendu. « Contrairement à ce que nous avions envisagé à Washington (au mois de septembre), nous n'avons pas fixé de date (...) Le secrétaire général ne se sent pas à l'aise (« confortable ») pour se rendre à Washington », a dit M. Shultz.

Un scénario bien compromis

Le ministre soviétique a été un peu plus précis. Lors de sa rencontre avec M. Shultz le mois dernier, le « scénario » suivant avait été mis au point : le président Reagan devait rencontrer une première fois le secrétaire M. Gorbatchev, non seulement pour signer l'accord sur l'élimination des missiles de portée intermédiaire, mais pour s'entendre « principalement » sur les grandes lignes de l'accord visant progressivement à la réduction de 50 % des armements stratégiques offensifs et sur « le régime du traité ABM ». C'est-à-dire sur la non-militarisation de l'espace. « La phase suivante » devait être une visite à Moscou de M. Reagan « dans le premier quart de l'année prochaine », au cours de laquelle ce second accord « stratégique » devrait être signé. La réalisation de ce « scénario » paraît bien compromise.

Sur le fond, où en est-on ? En ce qui concerne l'accord sur les missiles intermédiaires (INF), de plus courte portée (SRINF), M. Chevardnadze est catégorique pour affirmer qu'il sera signé « sans aucun doute ». Des « formules » ont été trouvées pour « le très délicat » problème des Pershing II, à états au point pour l'élimination des missiles, de même que pour les procédures qui la régiront et les échanges d'informations concernant ce type d'armes. « Faute de temps », les détails des mesures de vérification n'ont pas été précisés mais tout pourrait être réglé par les experts dans un délai de « deux à trois

semaines, peut-être un peu plus ». M. Shultz ne dit pas autre chose quand il affirme que sur les INF : « nous sommes virtuellement au bout du chemin ». A quelques « détails » près concernant des problèmes de vérification. De l'avis d'observateurs étrangers, il s'agit principalement de vérifier l'élimination des vecteurs dans les pays tiers, non de s'assurer d'une éventuelle destruction des ogives — ce qui soulèverait des difficultés plus sérieuses. Pour faire bon poids, M. Gorbatchev propose un moratoire sur la fabrication et les essais de ce type d'armes ainsi que l'interdiction pour un an des travaux du radar de Krasnolarsk (étant entendu que les Etats-Unis en feraient autant pour les installations similaires de l'OTAN en Ecosse).

Sur ce premier sujet, toutefois, un point n'est pas entièrement clair : l'accord sur les missiles de portée intermédiaire pourra-t-il être signé (quand et par qui ?) en l'absence de progrès sur d'autres chapitres ? On retrouve vaguement l'idée du « paquet » avancé après Reykjavik, le paquet prenant cette fois, comme dit un diplomate occidental, la forme d'un « salami » dont chaque tranche conditionnerait la suivante.

Sur les armements stratégiques offensifs, il n'y a pas de contradiction fondamentale entre les positions soviétique et américaine. De part et d'autre, on veut aller vers une réduction de 50 % de ces types d'armements, comme cela avait été envisagé à Reykjavik. M. Gorbatchev a même avancé à ce sujet « des propositions nouvelles », dont M. Shultz a pris acte et que M. Chevardnadze a explicitées. Le chef du Kremlin a suggéré des plafonds par catégories d'armes qui se rapprochent des positions américaines : 3 000 à 3 300 têtes nucléaires pour les missiles intercontinentaux (ICBM), 1 800 à 2 000 pour ceux qui peuvent être lancés à partir de sous-marins, 800 à 900 pour les missiles de croisière aéroportés. Le secrétaire d'Etat américain ne s'est pas opposé sur ce sujet, qui doit faire l'objet d'examen par les experts.

Pour les armements dans l'espace, c'est à que le bât blesse, comme à Reykjavik. M. Chevardnadze a rappelé les propositions avancées en septembre à Washington et qui portent principalement sur l'interdiction du traité ABM de 1972. Nous avons proposé, d'une part, a-t-il dit, que ce traité soit respecté pendant une période de dix ans ; d'autre part, de définir les « paramètres » des engins qui pourraient être expérimentés « dans des conditions de laboratoire » sans enfreindre les dispositions du traité ABM. « Malheureusement, la délégation américaine ne s'est pas montrée prête à Moscou à discuter d'une manière constructive de la préservation du traité ABM ».

M. Shultz, quelques instants plus tôt, n'avait pas dit, sur le fond, autre chose : « Nous ne voyons pas encore, déclarait-il, de quelle manière nos positions peuvent vraiment se rapprocher » (sur la question des armements dans l'espace). Et d'ajouter : « Le président est fortement convaincu que nous devons faire tout ce que nous pouvons pour voir si nous sommes capables de nous défendre contre des missiles balistiques ».

Le secrétaire d'Etat a mis plusieurs fois l'accent sur le côté « études » des travaux en cours aux Etats-Unis sur la défense dans l'espace. Il a rappelé qu'une réduction

de 50 % des armements stratégiques laisserait à peu près ces derniers au niveau où ils étaient au moment où fut conclu le traité ABM.

Il a insisté à plusieurs reprises sur la « sécurité » que pourrait apporter une décade d'effort contre les missiles balistiques et sur la « résolution » du président Reagan de ne pas céder sur ce sujet.

Comme à Reykjavik, en somme, la « guerre des étoiles » fait obstacle à un accord plus général. M. Gorbatchev a adressé au président Reagan une lettre qui résume ses propositions. M. Shultz déclare « attendre le facteur » : M. Chevardnadze, la réponse.

Le débat revient à ce point technique qu'il faut bien se poser quelques questions sur la volonté — et la capacité — politique de chacune des deux parties d'aller plus loin. Jusqu'où M. Reagan veut-il aller en affirmant que son projet de « guerre des étoiles » n'est pas négociable ? C'est soviétique, M. Gorbatchev se le laisse tout à fait libre ? Qu'il veuille avancer ne fait guère de doute.

Il n'est pas moins certain, à la lecture même de certains articles de presse, que ses conceptions en matière de sécurité n'entraînent pas l'adhésion de tout le monde. Liquider les missiles intermédiaires signifierait pour l'URSS renoncer à un avantage théorique de quatre contre un, même si l'on admet que les SS-20 ne répondent pas, il y a près de dix ans, à une nécessité absolue. Pour quelle contrepartie ? Si certains, à Moscou, tiennent à poser les questions en ces termes, les discussions sur la réduction des armements risquent d'entrer dans une phase morose.

Des autres sujets, il n'a été question que de façon accessoire, même si M. Shultz affirme avoir donné la priorité à la question des droits de l'homme. Aucun progrès, a-t-il précisé, n'a été enregistré sur le Proche-Orient, les deux parties sont d'accord pour que la résolution 598 de l'ONU soit appliquée dans la guerre Iran-Irak, mais M. Chevardnadze a vivement dénoncé « la concentration de forces militaires dans le Golfe dont les conséquences sont imprévisibles ».

ALAIN JACOB.

Varsovie s'attend que le secrétaire du PC propose un « nouvel ordre européen » à l'occasion des fêtes de la Révolution

VARSOVIE de notre envoyé spécial

Les milieux dirigeants polonais s'attendent que M. Gorbatchev propose l'établissement d'un « nouvel ordre européen », en donnant le coup d'envoi, le 2 novembre prochain, aux cérémonies du sixième centenaire anniversaire de la révolution d'Octobre.

Qualifiés d'« offre historique » pouvant ouvrir un « nouveau chapitre de l'histoire de l'humanité », les propositions que s'apprête à faire le secrétaire général soviétique suscitent une certaine inquiétude à Varsovie. On y craint que si cette « occasion » n'était pas saisie par l'Ouest, M. Gorbatchev ne se retrouve en difficulté, aussi que le secrétaire général ne fasse des suggestions précises sur une évolution du statut de Berlin ou même des relations entre les deux Etats allemands.

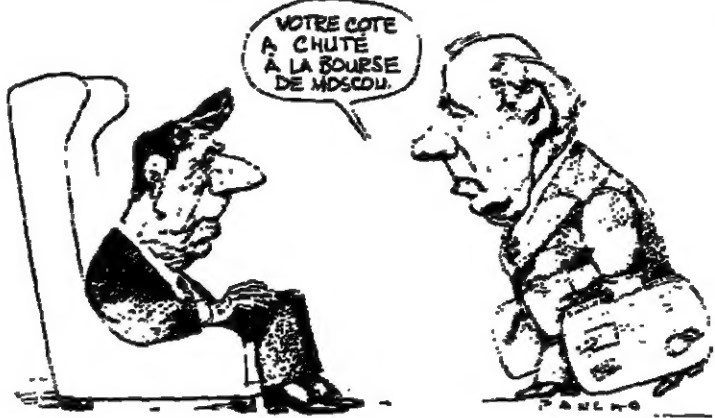
Il s'agit là d'une crainte constante de la Pologne, qui se

sont d'autant plus en sécurité dans ses frontières actuelles que la division de l'Allemagne reste solide. On redoute également de voir la RDA devenir, au sein du pacte de Varsovie l'interlocuteur privilégié de Moscou.

Quant à la stabilité du pouvoir de M. Gorbatchev — dont le discours n'aurait pas été approuvé à l'unanimité par le bureau politique, — elle est ardemment souhaitée à Varsovie. La nouvelle orientation soviétique laisse au général Jaruzelski plus de marge de manœuvre pour gérer la complexité de la situation polonaise. Les deux hommes se comprennent en effet bien et s'entraident souvent au téléphone. Signe de cette relation privilégiée tenant au « rôle de pionnier » que la Pologne aurait joué dans la « perestroïka », c'est au premier secrétaire du POUK qu'aurait été réservé l'honneur de prendre le 2 novembre la parole, immédiatement après M. Gorbatchev.

B. G.

M. Reagan se déclare déçu



A propos des fortes turbulences de Wall Street, M. Reagan a rappelé que la brutale chute des cours est « pour une part une correction attendue depuis longtemps, le résultat d'un marché surévalué », mais que la baisse a été accentuée par le sentiment que « le congrès et nous-mêmes étions incapables de nous attaquer en commun à notre déficit budgétaire, qui s'accroît depuis longtemps ».

M. Reagan cite quelques autres éléments d'explication : la crainte d'un manque de liquidités (auquel la Réserve Fédérale a aussitôt remédié), et, une certaine hausse des taux d'intérêt. Mais il constate que le marché s'est calmé (vendredi) et a été le premier jour de quasi stabilité.

Surmont M. Reagan tient à rappeler que l'économie américaine est « plus saine que jamais », « le pourcentage de la population au travail est le plus élevé de notre histoire. Nous avons ramené l'inflation d'un montant à deux chiffres à un niveau facilement maîtrisable. Les taux d'intérêt baissent, notre productivité monte ».

M. Reagan s'attache aussi à écarteler le spectre d'une récession semblable à celle de 1929 (plusieurs commentateurs ont déjà souligné

que ces déclarations optimistes rappellent celles du président républicain Hoover au début de la grande crise). Il indique en particulier qu'il opposera son veto à tout projet protectionniste voté par le Congrès. En 1929, de telles dispositions furent prises, tandis que la Réserve Fédérale restreignait les crédits, rappelle M. Reagan, pour assurer que ces erreurs ne soient pas répétées.

Le président américain affirme également que l'exécutif a fait tout ce qu'il pouvait pour tenter de réduire le déficit budgétaire en diminuant les dépenses. Et il paraît toujours nourrir l'espoir que ses prochains rencontres avec les responsables du Congrès permettront de trouver une solution. Au passage, il reproche au Congrès d'avoir lui-même fixé des objectifs de réduction du déficit trop peu ambitieux, et il ne semble pas exclure la possibilité d'aller au-delà des 23 milliards de dollars, qui sont en tout état de cause imposés par la loi Gramm-Rudman-Hollings.

Par ailleurs, M. Reagan se félicite du bon fonctionnement de l'accord du Louvre, qui est « d'une très grande importance pour la stabilité des parités monétaires », et il remarque que si les autres bourses ont été entraînées par la baisse de

Wall Street, « il n'y a eu aucun signe de panique de la part des gouvernements de nos partenaires commerciaux ».

Les représailles contre l'Iran

En réponse à une question sur le Golfe, M. Reagan a justifié en ces termes sa politique de représailles aux attaques iraniennes : « Nous avons eu le sentiment que si nous ne répondions pas, ils frapperaient à nouveau. Nous savons que si nous exerçons des représailles, ils peuvent se sentir obligés de frapper une nouvelle fois, mais où est la différence ? Peut-on rester là sans réagir ? » M. Reagan considère aussi que l'Iran ne peut pas franchir certaines limites dans ses actions contre des objectifs américains, car ce pays est en guerre et ne peut se permettre de combattre sur deux fronts.

M. Reagan dit aussi qu'il n'estime pas souhaitable une réforme du système politique américain, bien qu'il conduise souvent à un conflit entre les présidents et le Congrès. « Notre système est bon », assure M. Reagan, même s'il regrette que les électeurs persistent à élire des représentants en même temps que des présidents républicains. Et il insiste sur l'importance du droit de veto présidentiel, dont il a usé souvent et dont, dit-il, il continuera à user pour préserver le système.

On aurait aussi aimé demander à cet homme, qui paraissait jusqu'à une époque récente, bête des dieux, ce qu'il ressent au moment où la fortune semble définitivement l'abandonner, où presque rien ne lui réussit plus. M. Reagan semblait tout disposé à parler plus longtemps. Mais le président des Etats-Unis n'est pas maître de son emploi du temps, réglé à la minute près.

JAN KRAUZE.

POLOGNE : avant le référendum du 29 novembre

Le dilemme de l'opposition

50 %, dit-on) qu'implique la suppression des subventions. Mais il ne serait pas moins difficile de répondre « non », tant l'accord est unanime — du FMI à Solidarité, en passant par le pouvoir et l'Eglise — sur la nécessité de décentraliser l'économie et de la dynamiser par un recours accru à l'initiative individuelle et privée.

Quant à la seconde question, elle ne peut appeler aucune réserve puisqu'il s'agit de savoir si le pays est « en faveur d'un modèle polonais de démocratisation profonde de la vie politique ayant pour objectif le renforcement de l'autogestion, l'élargissement des droits des citoyens et l'accroissement de leur participation à la gestion du pays ».

Le couplage de ces deux questions reflète une évolution de la pensée des autorités, qui admettent aujourd'hui que l'opposition proclame depuis dix ans : le besoin d'accompagner tout effort de réforme économique d'une réforme politique. En un mot, un piège s'est reformé sur les dirigeants de Solida-

rité, qui ne peuvent pas plus donner pour consigne de boycotter des réformes, que d'accorder un blanc-seing à l'homme qui a dissous le premier syndicat indépendant d'un pays communiste et refuse toujours de le laisser reprendre ses activités.

Pour l'opposition, le dilemme est d'autant plus grand qu'elle a peine — comme en fait l'ensemble du pays — à apprécier la réelle portée des propositions du gouvernement. A part le démarrage de la réforme économique avec la nette réduction de la taille du gouvernement central à laquelle la Diète a procédé vendredi, rien d'absolument tangible ne s'est encore profilé. La longue histoire des réformes avortées aidant, chacun reste donc sceptique, partagé entre la crainte de se faire flouer et la tentation de jouer le jeu, au seul risque de n'y pas perdre grand-chose de plus.

On relève, dans les longs commentaires accompagnant les deux questions, que les secteurs public et privé bénéficieraient de « conditions égales » ; qu'il sera mis fin aux monopoles ; que la concurrence sera

encouragée et respectée ; que « la supériorité des instances représentatives sur les instances administratives » sera renforcée ; que les « citoyens » auront un plus grand rôle dans la présentation des candidats aux élections ; que chacun — « membre ou non du parti » — aura des « chances égales » d'accéder aux responsabilités de la fonction publique ; que les communes seront financièrement autonomes et que les « limitations » au droit d'association, surtout, seront « supprimées ». C'est beaucoup, cela pourrait être capital, mais le vague des formules trouble et chacun pousse de « quand ? », « jusqu'où ? », « comment ? » ; chacune des propositions du pouvoir.

Beaucoup de choses changent cependant, car la Pologne entre dans un mois de débats sur les réformes qui lui sont indispensables. Ce n'est pas la démocratie, mais ce type de jeu politique n'est certainement pas caractéristique non plus d'un Etat totalitaire sûr de ses fondements et immobile.

BERNARD GUETTA.

Echange d'amabilités

Quelques détails sur l'entrevue de vendredi 23 octobre entre MM. Shultz et Gorbatchev, relayés par l'agence Tass, en disent long sur l'ambiance dans laquelle s'est déroulée la rencontre du Kremlin. Le secrétaire général du PC soviétique, à propos des problèmes de « confiance », a en effet jugé utile de protester contre la publication à Washington d'un document sur « les activités visant à garantir l'influence soviétique : rapport sur les mesures et la propagande active, 1986-1987 », dont il attribue la responsabilité au département d'Etat, au Pentagone et à la CIA. Fort de cet exemple, M. Gorbatchev a reproché à la direction américaine de « cultiver l'image de l'ennemi ».

M. Shultz, selon d'autres sources, aurait répliqué et répondu que les services soviétiques s'étaient permis d'accuser les Etats-Unis d'être responsables de l'extension du SIDA. On voit le ton.

Qu'un échange de ce genre ait eu lieu dans une conversation où

l'on discutait de la réduction du danger nucléaire laisse rêver sur l'état d'esprit qui règne au Kremlin et sur le climat réel des relations soviéto-américaines. M. Gorbatchev a cependant voulu clore sur un appel à l'entente : « Il est temps, a-t-il dit, que les bulldozers américains se joignent à ceux de l'URSS pour débayer le chemin ».

Sorti du Kremlin vers 15 h 30, M. Shultz est brièvement passé à la résidence de l'ambassadeur américain, puis il s'est entretenu avec M. Chevardnadze. Bilan : la conférence de presse du secrétaire d'Etat a commencé avec deux heures de retard sur l'horaire prévu.

Les deux hommes se sont livrés à une ultime tentative pour réparer les pots cassés et ils étaient préalablement convenus ? On avait un peu l'impression, vendredi soir, à Moscou, que l'échec ne dépendait pas d'eux.

A. J.

VARSOVIE de notre envoyé spécial

Les Polonais ont maintenant cinq semaines pour décider s'ils repèderont par oui, non, l'abstention ou un refus de vote aux deux questions qui leur seront posées au référendum du 29 novembre prochain. A voir les formulations adoptées, le vendredi 23 octobre, par le Sejm (le Parlement), il serait pourtant étonnant que le général Jaruzelski ne puisse se prévaloir, au soir du vote, d'un mandat populaire qui fera de lui le premier dirigeant d'un pays de l'Est à s'être fait plébisciter.

La première question demande en effet aux Polonais s'ils sont « en faveur de la pleine réalisation du programme d'insémination radical de l'économie polonaise présenté à la Diète », ce qui vise à améliorer les conditions de vie de la population — sachant que cela requerra une période difficile de changements rapides de deux à trois ans. Cette réserve fait allusion aux importantes augmentations de prix (plus de

حکومت الاسلام

Asie

CORÉE DU NORD

Plus fort que Jésus-Christ ?

Dieu est-il coréen ? La question méritait d'être posée quand le révérend Moon s'affirmait successeur de Jésus-Christ. Mais aujourd'hui, les Nord-Coréens font mieux : l'agence de presse officielle de Pyongyang vient de proclamer que le camarade Kim Jong Il - fils du maréchal Kim Il Sung, « dirigeant respecté et bien aimé » - était supérieur au Christ...

Concertation franco-indonésienne

Non seulement le gouvernement français approuve aujourd'hui l'initiative du prince, mais il va renforcer sa concentration, à ce sujet, avec l'Indonésie, porte-parole de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), le groupe de six Etats non communistes qui soutiennent la résistance khmère.

Apparemment, à moins d'un revirement de dernière heure de Phnom-Penh et de Hanoï, Paris et Djakarta s'apprêtent à coordonner leurs efforts pour faciliter l'amorce d'un dialogue. L'affaire semble bien engagée, même quand il ne s'agit que d'un début et que de nombreux obstacles se dressent encore sur le chemin de la paix.

JEAN-CLAUDE DOMONT

Ce revirement roumain signifie, entre autres choses, qu'une rencontre Shimonouk-Hun Sen ne pourra pas avoir lieu en Roumanie, contrairement à ce qui avait été un moment envisagé. Mais il semble avoir eu pour effet de conforter le rapprochement franco-roumain. Djankars s'apprête à coordonner leurs efforts pour faciliter l'amorce d'un dialogue. L'affaire semble bien engagée, même quand il ne s'agit que d'un début et que de nombreux obstacles se dressent encore sur le chemin de la paix.

Nouvelle expulsion de diplomates français

Le cinquième inculpé, M. Miguel Gutierrez, se trouve actuellement dans une prison de Bangkok, où il a été condamné à la prison à vie pour trafic de drogue, après avoir fui l'Espagne peu après le démantèlement du commando. Il aurait été l'intermédiaire entre ce dernier et la police. — (A.F.P.)

« Je ne peux pas me morfondre devant l'assassinat du camarade Thomas Sankara et soutenir celui qui l'a tué », a déclaré le capitaine Kaboré au cours d'un entretien accordé à son domicile de Koudougou à un groupe de journalistes étrangers. Il s'est montré particulièrement déterminé et critique à l'encontre des nouveaux dirigeants du pays.

Sanctus, entre les représentants de la guérilla et du gouvernement, se sont achevés vendredi sans qu'un accord puisse être trouvé. Le dialogue n'est cependant pas rompu et de nouvelles discussions doivent avoir lieu à Mexico du 30 octobre au 4 novembre, avant l'expiration, le 7 novembre, du délai fixé par le plan de paix pour l'Amérique centrale. On s'attend à ce que les négociations signent au mois d'août à Guatemala pour cinq chefs d'Etat de l'Isthme.

Le désaccord tient essentiellement à des questions de procédure. Le gouvernement souhaite négocier les modalités d'un cessez-le-feu, alors que les rebelles exigent de discuter simultanément des autres aspects du plan de paix concernant l'amnistie et le processus de démocratisation.

Les journalistes ont découvert également que le moral des deux-entres soixante-quinze marins embarqués dans cette aventure était au plus bas. Ces hommes, qui s'étaient portés volontaires, se plaignent de la chaleur, de la promiscuité, du manque de préparatifs et des problèmes de communication avec leurs familles. Selon la presse belge, le doute s'est installé dans l'esprit des marins et on parle de plus en plus à Bruxelles d'une formule égarée destinée à maintenir l'escadre loin de la zone dangereuse, à l'abri des cétaqués et des mines semées par les pascariens.

Le président Jose Napoleon Duarte, actuellement en visite officielle en Italie, a exprimé sa « tristesse » devant l'échec des pourparlers en accusant la guérilla de vouloir gagner du temps et de ne pas souhaiter réellement la paix ».

— (AFP, Reuter.)

Cinq membres présumés du GAL, groupe paramilitaire clandestin qui lutte contre les nationalistes basques, ont comparu le vendredi 23 octobre à Madrid devant le tribunal chargé des affaires de terrorisme

Cinq membres présumés du GAL, groupe paramilitaire clandestin qui lutte contre les nationalistes basques, ont comparu le vendredi 23 octobre à Madrid devant le tribunal chargé des affaires de terrorisme

pour le meurtre du Français Robert Coppieters. Cet électicien de trente-sept ans avait été abattu à la sortie d'un bar de Biarritz, le 24 décembre 1985, après avoir été identifié par erreur, à partir de photographies, comme un sympathisant de l'ETA. La GAL est jugé responsable d'une vingtaine de meurtres commis sur le territoire français entre octobre 1983 et février 1988.

■ **AUTRICHÉ :** nouvelle pièce au dossier Walheim. — Le Congrès jui mondial a publié, le vendredi 23 octobre, la déposition d'un ancien cartographe de l'armée allemande, le sergent Markus Hather, qui avait affirmé en 1947 devant un tribunal yougoslave non seulement que M. Walheim se trouvait bien dans les Balkans en 1943, mais qu'il y était le « numéro trois » des services de renseignement du groupe E de la Wehrmacht. Ce « numéro trois » se retrouve au bas de nombreux messages expédiés à l'époque par les services de renseignement de l'armée allemande dans les Balkans. — (AFP, Reuters.)

● BELGIQUE : vote de confiance au gouvernement de transition. — La Chambre des députés belge a voté, le vendredi 23 octobre dans la soirée, la motion de confiance présentée par le gouvernement de transition formé mercredi.

par M. Wilfried Martens. Le premier ministre doit faire adopter au plus vite par le Parlement un projet de révision de la Constitution visant à accroître l'autonomie des trois communautés linguistiques francophone, germanophone et flamande. Dès que ce projet, dont il a présenté vendredi les grandes lignes, sera voté, les deux Chambres seront dissoutes et des élections législatives anticipées auront lieu vraisemblablement le 13 décembre. — (AFP, Reuter.)

● **PAYS-BAS** : M. Joop den Uyl atteint d'une tumeur au cerveau. — Dans un communiqué publié le vendredi 23 octobre, l'hôpital universitaire d'Amsterdam a annoncé que M. Joop den Uyl, ancien premier ministre socialiste de 1973 à 1977, était atteint d'une « affection maligne » au cerveau. Agé de soixante-huit ans, M. den Uyl avait quitté, en 1988, la direction du Parti social-démocrate.

Le bon
La gauche
braconnier

l'Assemblée nationale a voté le vendredi 21 avril, le projet de loi relatif à la modification de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Les députés ont approuvé le principe d'un relèvement de 50 millions de francs, soit de 5,1 % par an, du montant de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Le second volet de la loi prévoit une augmentation de 3,7 % des cotisations de la RPS et de l'URAF, ainsi que l'annulation de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Le PS, le Front national ont voté

[illegible]

0. 1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101. 102. 103. 104. 105. 106. 107. 108. 109. 110. 111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146. 147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164. 165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826. 827. 828. 829. 830. 831. 832. 833. 834. 835. 836. 837. 838. 839. 8

[illegible][illegible]

IN COURRIERE 1931, pendant
le mandat général de l'Assemblée
générale Courrière, l'Assemblée
générale qui a élu l'Assemblée
générale à la 614 des
Assemblée à la présidence
Assemblée douzième
Assemblée et l'Assemblée
Assemblée Courrière (1931, 1932)
Assemblée pour l'Assemblée de l'Assemblée.

De la 23 août 1932, à Courrière
Assemblée, M. Raymond
Assemblée en droit, l'Assemblée
Assemblée général de l'Assemblée
Assemblée 1937. L'Assemblée
Assemblée Courrière, depuis l'Assemblée
Assemblée l'Assemblée de l'Assemblée
Assemblée Courrière 1931, 1932
Assemblée l'Assemblée de l'Assemblée
Assemblée l'Assemblée de l'Assemblée
Assemblée l'Assemblée de l'Assemblée

...président de
...travail, venant de
...1974. Après avoir passé
...à la suite de ce
...il lui succède un
...d'un véritable
...1974. Rétro-acti-
...de Luxembourg, il
...en mai 1981. J'avais
...certains d'entre
...d'entre ce parti
...le Gouvernement de la
...en mai 1986. A la
...1986, le 15 mai
...1986.

Le budget de l'agriculture à l'Assemblée nationale

La gauche, les barristes et l'extrême droite braconnent sur la chasse gardée de M. Chirac

L'Assemblée nationale a adopté, le vendredi 23 octobre, le budget du ministère de l'Agriculture et le budget annexé des prestations sociales agricoles. Le premier, d'un montant de 34 927,5 millions de francs, est en augmentation de 5,1 % par rapport à l'année précédente, et représente 2,9 % de l'ensemble des dépenses de l'Etat. Le second est de 70 300 millions, soit une augmentation de 3,7 %. Les députés du RPR et de l'UDF ont approuvé l'ensemble des crédits de l'agriculture. Le PS, le PC et le Front national ont voté contre.

En confiant le ministère de l'Agriculture à M. François Guillaume, dirigeant syndical, M. Jacques Chirac espérait conforter le lien qui l'avait su se bâtir dans le monde rural. Le résultat n'a pas été à la hauteur des espérances. Peut-être parce que les espoirs qu'avait fait naître l'entrée au gouvernement du président de la FNSEA étaient si grands qu'ils ne pouvaient qu'engendrer la déception. L'opposition et les barristes tentent de profiter de ces déceptions. Garde-chasse sur le territoire RPR, M. Guillaume ne peut plus empêcher ses adversaires de braconner sur ses terres. La discussion du budget de l'agriculture au Palais-Bourbon l'a clairement montré. Les communistes s'en sont, une fois encore, pris à la politique européenne. Le Front national a mis en cause la politique agricole menée depuis 1960. Les socialistes s'efforcent, en s'appuyant sur les rangées de l'opposition gouvernementale, de prendre pied dans un milieu professionnel qui ne leur est guère favorable, singulièrement depuis qu'ils ont exercé le pouvoir. Même les barristes ont profité de l'occasion pour faire entendre, plus fort qu'ailleurs, leur différence.

Pour se venger des avances que lui a fait subir le président de la FNSEA, l'ancien ministre socialiste,

M. Henri Nallet (PS, Yonne), n'a attendu que dix-huit mois. « Les fêtes étaient rassemblées autour de votre berceau ministériel », a-t-il lancé avec une ironie féroce à son successeur : « Bon technicien de l'agriculture (...), carrière professionnelle brillante dans les organisations agricoles (...), détermination politique sans faille dans vos critiques de l'action du gouvernement socialiste (...), un premier ministre qui vous a toujours donné raison (...), jamais un ministre de l'agriculture n'a eu la tâche aussi aisée que vous. »

Pourtant, remarque M. Nallet, les agriculteurs sont « déçus et amers » car « rien de fondamental n'a été modifié dans leur situation », car il y a « un manque de cohérence entre les discours et l'action », car il y a une « absence de perspectives claires et stables ».

Le braconnage barriste ne peut être que plus discret. Mais dans son rapport au nom de la commission de la production, M. Alain Mayonn (UDF, Rhône), juge le budget « trop timoré ». Il ne répond pas « suffisamment aux préoccupations du monde agricole », estime-t-il. M. François d'Aubert (UDF, Mayenne), intervenant sur les dépenses en capital, au nom de la commission des finances, considère que « ce budget prépare l'avenir ». Mais il est aussi critique. Ainsi à propos des quotas laitiers, il remarque que « les modifications successives de la réglementation », il fait que des pénalités n'aient « toujours pas été prélevées », laissant à penser « que la règle ne sera pas appliquée pour la campagne en cours, d'autant que la coïncidence de la fin de la campagne laitière et du début de la campagne pour l'élection présidentielle accablent l'idée qu'il ne pourra pas y avoir de production en 1988 ». Aussi « les producteurs qui ont respecté leurs quotas s'estiment trahis ».

Au RPR, la solidarité commande. Ainsi, M. Jean-Louis Gossard (RPR, Finistère) est félicité de ce que le budget « rétablit enfin la

légitime considération que l'agriculture est en droit d'attendre ». Mais à travers les fortes nombreuses questions posées par des membres de ce groupe, les attentes inquiètes des agriculteurs ont clairement périé.

Ces attentes portent sur : les quotas laitiers, plus que jamais ; la nécessité de trouver de nouveaux débouchés pour les productions agricoles, qui conduisent tous les élus de droite à placer de grands espoirs dans la production d'éthanol pour l'essence (à ce sujet M. Guillaume a dit qu'il se « faisait fort » d'obtenir « des aides pour favoriser l'utilisation des céréales pour la production d'éthanol ») ; la crainte que la limitation de production ne soit étendue à d'autres produits que le lait, crainte que le ministre a voulu dissiper : « Il n'y aura pas de quotas sur les céréales tant que nous aurons la responsabilité de ce ministère » ; le poids de l'impôt sur le foncier non bâti qui, là aussi, conduit tous les élus de droite à demander une réforme de la fiscalité locale ; la diminution des crédits de recherche, sévèrement critiquée par M. Colantoni et par M. Jean-Yves Le Deaut (PS, Meurthe-et-Moselle), alors que M. Guillaume se défend en expliquant que seules baissent les sommes consacrées à l'INRA, qui relève du ministère de la recherche, hors de sa propre responsabilité ; le drame de la désertification du monde rural, car, comme le dit M. Colantoni, « on peut prévoir une diminution progressive des surfaces cultivées » et donc une « répartition » des friches, cette lèpre du paysage.

L'enseignement privé

Par deux fois, le gouvernement a été battu. D'abord à propos de la situation des éleveurs, dont la gravité a été soulignée par tout le monde. M. Jean Brisse (UDF, Aveyron) a demandé que soient réduits de 80 millions de francs les crédits prévus pour le recensement général de l'agriculture, et que cette somme soit consacrée à des prêts aux éleveurs. M. Guillaume a eu beau expli-

quer que cela avait été jugé inutile par « la conférence annuelle agricole », dont — à entendre le ministre — le Parlement doit se contenter d'entériner les décisions, les amis CDS de M. Brisse se sont associés au FN et au PS pour faire approuver son amendement. Seul le RPR s'y est opposé.

La droite fut en revanche unanime pour demander que l'augmentation de la subvention versée à l'enseignement privé soit plus forte que prévue. D'après une loi de 1984, elle devait être équivalente au coût par élève de l'enseignement public, soit 12 000 francs ; elle n'est que de 12 000 francs, et le gouvernement ne prévoit de la porter à 4 000 francs, qu'à partir du 1^{er} octobre 1988. Pour que cela soit fait dès le 1^{er} octobre 1987, la droite unanime (la gauche ne votant pas) a voté un amendement retirant les crédits nécessaires au budget des offices de produits.

Les préoccupations immédiates l'ont ainsi emporté dans la discussion. Pourtant, il est des choix importants à faire pour l'avenir. Les socialistes reprochent justement au ministre de ne pas faire un choix. Est-ce parce que sa majorité n'est pas arrivée au terme de sa propre réflexion ? Ainsi, M. Colantoni affirme que « les priorités ne sont plus les produits nécessaires à la vie, mais le sort des hommes et l'occupation harmonisée de l'espace ».

Pour lui, « cette évolution commande d'abandonner progressivement la notion de rendement maximum à l'unité de surface au profit de celle de prix de revient minimum ».

Aut contraire, M. d'Aubert affirme que « la modernisation des exploitations constitue l'unique réponse à l'appât de la concurrence internationale », mais que la « cohérence entre le discours économique et le discours social » implique de prévoir « un plan de modernisation accompagné d'un important volet social », comparable à ce qui est fait quand les grandes entreprises industrielles doivent réduire leurs effectifs, le plan serait financé « par une partie, voire la totalité » du produit de la vente du Crédit agricole.

Le projet de loi de modernisation de l'agriculture annoncé par M. Guillaume pour cette session parlementaire pourrait être l'occasion de cette mise au point. Ce qu'en a dit le ministre ne le laisse pas présager. La proximité des élections de printemps — la non plus des grands choix engageant l'avenir.

THIERRY BRÉHER.

M. Barre en campagne

Le laboureur dans la ville nouvelle

Dire que les labours vont encore durer six mois ! Vendredi matin, à l'heure où il fait bon prendre connaissance de l'actualité internationale dans son bureau, M. Raymond Barre attend son chauffeur sur un trottoir du boulevard Saint-Germain, à Paris, le *Harold Tribune* pas encore repêché à la main. « Actuellement, dit-il, un de ses conseillers, il n'y a que la Bourse qui l'intéresse. » Mais ce matin, loin des marchés financiers, M. Barre est assis à la barre de deux heures de non-campagne en ville nouvelle, à Cergy-Pontoise (Val-d'Oise). Assez silencieusement la France profonde et dépeuplée, estime son état-major, il est temps de semer en banlieue.

Voilà donc le laboureur bienôt à pied d'œuvre, à la gare SNCF de Cergy-Saint-Christophe, illuminée d'affiches bleues « Barre confiance » (le président du syndicat de l'agglomération nouvelle, M. Christian Gourmelon, est barriste). Presque un pèlerinage : cette gare, rappelle généralement le président du conseil général, M. Pierre Salvi, a été construite grâce à un arbitrage de M. Barre, alors à Matignon. « Ah oui, j'ai déboulé les crédits », s'étonne l'ancien premier ministre. C'est réconfortant de voir que les résultats de ses décisions sont appréciés par la population.

« C'est joli »

Le cortège gagne la maison du quartier et sa ludothèque (prêt de jeux pour enfants). « Très sympathique votre ludothèque », félicite M. Raymond Barre. Puis la résidence pour personnes âgées, où un responsable se plaint de la baisse de l'aide personnelle au logement. « Il faut que l'Etat ne soit pas trop pauvre », compatit le visiteur. Une ancienne Versaillesaise tient à faire part à M. Barre de son opinion positive sur Cergy. « C'est bien, s'intéresse-t-il. Vous pouvez comparer la ville royale et la ville nouvelle. » N'étaient les pousces qui, lorsqu'il coiffe les mains, se déplacent furieusement l'un sur l'autre, M. Barre est, à son habitude, « tranquille comme Baptiste ». La rue de l'Abondance qu'il parcourt deux fois est déserte. Du café, qui lui ne l'est pas, de nombreuses paires

d'yeux suivent avec déception sa progression en sens inverse. Sur le perron de son magasin, une dame, qui a déjà sorti le main de sa poche, l'y replonge, vexée. M. Barre n'est pas de ces candidats, ni même de ces non-candidats qui serrent tout ce qui se présente.

Mais le député de Lyon, qui, dit-on dans sa suite, « a du goût pour l'architecture », est aussi venu visiter l'ensemble architectural néo-classique de Ricardo Bofill, un théâtre en demi-lune d'appartements à colonnes et à fenêtres chapeautant le fronton. « C'est très joli, juge-t-il, il y a une allure. » Les fenêtres s'écartent sur deux appartements ? « C'est extraordinaire », remarque-t-il.

En compagnie d'une trentaine d'élus locaux et de journalistes, M. Barre rend ensuite visite à M. Pourvieu-Ducloux, qui tient la boucherie de la place du Marché et qui habite au rez-de-chaussée de cet immeuble monumental. « C'est la preuve qu'on peut faire de beaux logements », dit-il, en s'efforçant particulièrement les colonnes du salon. « Dans mon lit natal, les maisons sont à véranda et à colonnes », rappelle-t-il. « Remercions encore nos hôtes » (disparus derrière les photographes), suggère, avec à propos, l'un de ses collaborateurs.

M. Barre devra encore visiter un restaurant local, tenu par une famille d'anciens réfugiés, s'efforcer de manger des noix et de larges feuilles de salade sans donner matière à photographes croustillantes puis s'adresser aux personnalités départementales à l'hôtel de ville. Selon lui, Cergy a réussi le « tour de force » de concilier ville nouvelle et « qualité de la vie ». « J'espère que, dans l'avenir, grâce à l'action conjointe des responsables locaux, départementaux et de l'Etat, il sera possible de faire face aux problèmes du vingt et unième siècle », conclut-il dans un consensus général. Le laboureur s'achève. « Barre, dit M. François Froment-Meurice, adjoint au maire de Montmorency et secrétaire national du CDS, c'est l'anti-Chirac. C'est une étrange de la politique. »

CORINE LESNES.

A la cour d'assises de Nouméa

Pourquoi les gendarmes d'Hienghène avaient-ils été désarmés ?

NOUMÉA
de notre correspondant

La sixième journée du procès des auteurs de la fusillade de Hienghène (Nouvelle-Calédonie), au cours de laquelle dix indépendantistes mélanésiens avaient été tués, le 5 décembre 1984, a été marquée, le samedi 24 octobre, par la déposition du colonel Marchasson, ancien patron de la gendarmerie territoriale. La veille, plusieurs gendarmes qui étaient en poste à Hienghène au moment des faits avaient parlé du « climat insurrectionnel » de l'époque, d'« état de guerre » et de « l'impuissance » de leur brigade.

Le colonel Marchasson préfère parler d'un « état pré-insurrectionnel ». Il rappelle que jusqu'à cette époque aucun gendarme n'avait été blessé par arme à feu. La défense l'a interrogé sur le fait que les gendarmes de Hienghène aient été désarmés. On a longuement discuté de l'instruction adressée par un capitaine le 21 novembre 1984 à cette brigade : « Sur ordre du chef de corps, je retire les grenades, les fusils-mitrailleurs et les munitions... N'opposez aucune résistance en cas d'obstruction d'éléments du FLNKS. »

Machiavéisme des autorités dans afin de neutraliser la gendarmerie et

de laisser le champ libre au FLNKS ? Le colonel Marchasson fournit une explication plus prosaïque : « Tout avait commencé à Thio, lorsque trois cents militants FLNKS avaient investi la brigade et récupéré toutes les armes. Nous nous sommes alors rendu compte que nous étions dans l'incapacité de renforcer la sécurité de certaines brigades isolées. Pour éviter que l'affaire de Thio ne se renouvelle, nous avons décidé de récupérer l'armement des brigades non protégées par des pelotons de gendarmes mobiles. D'ailleurs, dès l'arrivée des renforts, l'armement fut restitué à la brigade de Hienghène. »

FRÉDÉRIC BOBIN.

M. Fabius et M. Le Pen à Vienne (Isère)

Revue de détails...

LYON
de notre correspondant régional

MM. Fabius et Le Pen sont allés, le vendredi 23 octobre, à la rencontre des habitants d'une même agglomération, le premier à Vienne (Isère), le second à quelques kilomètres de là, à Pont-Evêque. L'unité de temps était quasi parfaite, l'unité de lieu presque respectée dans les deux salles des fêtes de deux cités voisines.

Les socialistes auraient-ils décidé de « marquer » le président du Front national ? Non, a répondu en substance l'ancien premier ministre, invité par le maire, ancien président de l'Assemblée nationale, M. Louis Mermeix. Ils s'agissait pour M. Fabius de « jouer sur le terrain des valeurs et sur le terrain concret ».

Pour l'influence, M. Fabius l'a emporté : un millier de personnes à Vienne, à peine la moitié à Pont-Evêque. Sur le plan thématique, le plus simple est de procéder à un rapprochement des interventions de l'un et de l'autre, étant précisé que M. Fabius s'est appuyé sur un texte rédigé, relu, corrigé, annoté,

alors que M. Le Pen a joué au jeu des questions-réponses face à des sympathisants attablés pour un dîner politique. Il s'agit donc de procéder à une revue de « détails ».

M. Fabius : « Notre culture s'enrichit d'apports multiples. On nous propose comme modèle le vase clos ; mais un peuple qui vivrait en vase clos tout simplement s'écroulerait. »

M. Le Pen : « Je suis le seul candidat national, c'est-à-dire de l'identité nationale, de la préférence nationale, du territoire national, de l'indépendance nationale et du patrimoine national. »

M. Fabius : « Nous rêgnons devant les images de la famine et du sous-développement ? Il n'en est pas question. »

M. Le Pen : « Il y a une hiérarchie naturelle des sentiments qui nous fait aimer plutôt notre prochain que notre lointain. »

M. Fabius : « Je suis fier d'avoir appartenu à un gouvernement qui, rompant avec la barbarie, a abrogé la peine capitale. »

M. Le Pen : « Il faudrait créer une prison dans une terre australis pour ceux qui seraient la charge d'échapper à la peine capitale, que, d'espérer, nous rétablirons. »

M. Fabius : « Il faut éviter l'exclusion et favoriser la dignité, tel est le sens de notre proposition d'instaurer un revenu minimum (...). L'Etat n'a pas le droit de se désintéresser du sort des plus malheureux. »

M. Le Pen (en réponse à une question sur les handicaps physiques) : « Pour la solidarité nationale, il y a un budget social qui doit être réservé aux soins des Français. »

M. Fabius : « S'attaquer aux discriminations sociales et financières dont les femmes sont victimes, c'est œuvrer pour la dignité. »

M. Le Pen : « Il faut accorder aux femmes qui le souhaitent un revenu maternel. Ainsi, des emplois seront libérés. »

M. Fabius : « Parce que nous connaissons le rôle d'émancipation de l'école, nous plaçons l'éducation et la formation au premier rang de nos priorités. »

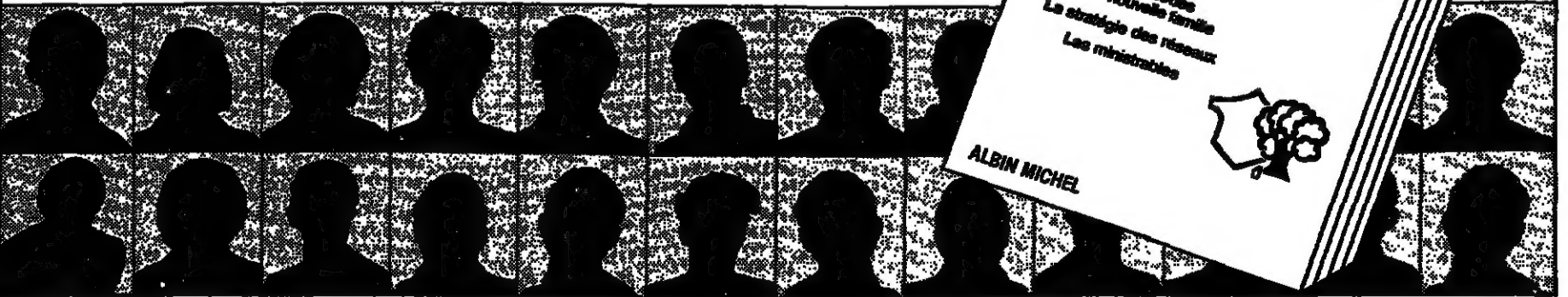
M. Le Pen : « Il faut lutter contre l'incapacité de nos jeunes gens et de nos jeunes filles (...) et leur donner une formation intellectuelle et morale. »

CLAUDE RÉGENT.

Qui sont les Barristes ?

LEURS 200 PORTRAITS A VISAGE DÉCOUVERT.

Le guide de la Maison Barre
A LIRE ABSOLUMENT AVANT MAI 88.



هكذا من الاصل

JUSTICE

Les poursuites de M. Jacques Chirac contre l'AFP

Fausse sortie et « fausses nouvelles »

Le comportement des forces de l'ordre lors des manifestations étiennes de décembre 1986 a fait l'objet de nombreux articles de presse. Une commission d'enquête parlementaire s'est elle-même penchée sur les méthodes utilisées par certains policiers. Mais si la justice s'est intéressée à quelques-uns de ces abus, elle a été systématiquement saisie des erreurs ayant pu être commises par des journalistes dans la relation des faits.

Un reportage de TF1 a ainsi donné lieu à des poursuites judiciaires. En, vendredi 23 octobre, deux journalistes de l'Agence France Presse, M. Pierre Festy, chef du service des informations générales et M. Michel Bon, ancien accrédité à la préfecture de police, ainsi que M. Henri Figeat, alors président du conseil d'administration de l'agence comparaisaient devant la dix-septième Chambre correctionnelle de Paris pour répondre des délits de « diffusion de fausses nouvelles » et de « diffusion de fausses nouvelles ».

Ces poursuites faisaient référence à la fin d'un dépêche diffusée le 7 décembre 1986 qui affirmait : « Un journaliste de l'AFP a personnellement vu samedi soir devant l'Hôtel de Ville, peu avant le déclenchement des incidents un groupe de jeunes gens casqués sortir de la mairie de Paris pour aller rejoindre la manifestation sans être les moins du monde inquiétés par les cordons de CRS et gendarmes mobiles qui entouraient étroitement le bâtiment. S'agissait-il de policiers en civil chargés de repérer les casseurs ou de provocateurs ? ».

En regardant le reportage de TF1 sur les manifestations, M. Michel Bon s'était souvenu que la veille, alors qu'il ne travaillait pas, il avait vu devant l'Hôtel de Ville, un groupe d'hommes cas-

qués, dont certains appartenaient aux renseignements généraux, franchir facilement les barrières. Il informait aussitôt son chef de service et à la dépêche de synthèse évoquant le reportage, on ajouta son témoignage. A cela près qu'au lieu d'être « devant » la mairie, le groupe suspect était présenté comme s'il venait d'en « sortir ». La présence du groupe n'est pas contestée mais c'est la seule information de cette « sortie » qui conduisit M. Jacques Chirac à engager des poursuites, en tant que maire de Paris.

Devant ses juges, son avocat, M. Jean-Yves Cavallini, a écarté la négligence ou le quiproquo pour voir une sorte de complot. A ses yeux, il s'agit d'une « volonté délibérée de nuire » par la diffusion de fausses nouvelles et « prétendre que des provocateurs casqués sortaient de la mairie est diffamatoire ». Cet avis a été partagé par M. Marc Domingo, substitut du procureur de la République qui se livra pourtant à une longue démonstration juridique pour conclure que M. Figeat ne pouvait être considéré comme un directeur de publication en raison du statut très particulier de l'AFP.

« M. Chirac n'est pas le concierge »

Le président de l'agence, nommé depuis au secrétariat général du gouvernement étant mis hors de cause, le magistrat se retourna vers les journalistes. M. Bon aurait agi par « mauvaise foi » et M. Festy aurait choisi ses mots avec soin car « à travers la mairie de Paris, c'est M. Chirac qui se trouvait désigné ».

Dès l'ouverture des débats, M. Bon s'était étonné d'être poursuivi alors qu'il n'était pas l'auteur de la dépêche. « Je n'étais pas en

service et je me trouvais sur le point de quitter l'agence », a expliqué le journaliste. Tout en supposant qu'il ait pu mal s'exprimer lors de l'entretien téléphonique avec son chef de service, il a souligné que s'il avait lui-même rédigé, il n'aurait pas employé les mêmes termes.

De son côté, M. Festy a affirmé qu'il n'était pas l'unique rédacteur de l'article, écrit collectivement à partir des informations recueillies. « Il n'y avait aucune intention de nuire. Si M. Chirac a été offensé, je le conçois et lui présente mes excuses ». Son défenseur, M. Kiejman s'est montré surpris par le procédé utilisé car, depuis 1968, il semble que la poursuite pour « diffusion de fausses nouvelles » n'ait pas laissé de traces dans les annales judiciaires. En réalité, pour l'avocat, ce proche s'inscrit dans un contexte politique. « Le tribunal ne peut pas accueillir la plainte du maire pour faire plaisir au premier ministre ». Il a également mis en garde les magistrats sur les conséquences d'une poursuite destinée « à inciter la presse à l'auto-censure et à mettre les journalistes dans un état d'inquiétude perpétuelle ». Dans cette même logique, M. François Corta, défenseur de M. Bon, a demandé que l'on ne se serve pas de son client en le sanctionnant pour créer une forme de journalisme au « garde à vous ».

Chargé de conclure, M. Philippe Solal, défenseur de l'ancien président de l'Agence France-Presse absent à l'audience, a créé la surprise en refusant la perche tendue par le parquet. « Si M. Figeat était là, il serait bien mari d'être de la sorte mis sur la touche ». Et tout en revendiquant la responsabilité des dépêches de l'agence, l'avocat plaide pour les journalistes : « Ce n'est pas de l'insulte à l'homme ou à la considération de dire que quelques jeunes gens, policiers ou pas, passent par la porte de l'Hôtel de Ville. M. Chirac n'est pas le concierge de la mairie ». Jugement le 12 novembre.

MAURICE PEYROT.

L'affaire Chaumet

Une plainte des Verts pour exercice illégal de la profession de banquier...

On ne les attendait pas dans cette affaire. Les écologistes parisiens, réunis au sein de l'association les Verts-Paris Ecologie, ont pourtant décidé d'intervenir dans le dossier Chaumet. Excédé par ce qu'il considère comme les blocages actuels de la justice — en particulier du parquet — le président de cette association, M. Jean-Louis Vidal, a déposé, le vendredi 23 octobre, auprès de M. Alain Sauret, doyen des juges d'instruction du tribunal de grande instance de Paris, une plainte avec constitution de partie civile pour « exercice illégal de la profession de banquier » et pour complicité de cet exercice.

Il vise ainsi directement les frères Chaumet, les joailliers de la place Vendôme, d'une part, M. Albin Chalandon, garde des sceaux, d'autre part. Ayant acquis une action de la Banque de France, nommé en conseil des ministres — actuellement M. Jacques de La Rosière — et compris, en outre, le directeur du Trésor — M. Jean-Claude Trichet, ancien directeur de cabinet de M. Edouard Balladur, — et quatre autres membres, nommés par le ministre de l'économie. S'appuyant sur la mise au point du secrétariat général du comité de réglementation bancaire, la commission bancaire n'est donc pas, jusqu'à présent, intervenue sur ce dossier.

Les banques, aussi, auraient pu se porter partie civile pour concurrence illicite. Si plusieurs l'ont fait au titre de créancier, aucune n'a invoqué la concurrence déloyale que leur auraient faite les frères Chaumet. Consta-

banquier. C'est aussi l'avis des Verts parisiens qui estiment, en outre, que, comme ancien banquier, M. Albin Chalandon, qui avait un compte rémunéré chez les frères Chaumet, ne pouvait ignorer le caractère illégal de l'activité des joailliers et que, dans ces conditions, il était com-

pliqué. En tant qu'actionnaires du Crédit commercial de France, ils estiment avoir subi un préjudice du fait des agissements des frères Chaumet.

Une situation ambiguë

La plainte des écologistes pourrait mettre à nouveau M. Chalandon dans une position délicate. Une fois qu'il aura enregistré la plainte, M. Alain Sauret devra se tourner vers le procureur de la République. Ce dernier décidera des suites à donner. Or il dépend directement du garde des sceaux. Si, dans une seconde étape, un juge est désigné pour instruire l'affaire, il ne pourra éviter, compte tenu de la plainte des écologistes, d'entendre le ministre de la justice. Mais le code de procédure pénale indique, dans son article 852, que « le premier ministre et les autres membres du gouvernement ne peuvent être entendus comme témoins qu'après autorisation du conseil des ministres sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice ».

La procédure déclenchée par les Verts pourrait donc — si elle aboutit — faire ressortir à nouveau la situation ambiguë dans laquelle se trouve le ministre de la justice, M. Albin Chalandon.

E. L.

GRAND CONCOURS

LE MONDE DU VIN



QUESTION N° 15

Laquelle de ces AOC de vins blancs ne peut être commercialisée en « primeur » et vendue à partir du troisième jeudi de novembre ?

- Bourgogne ?
- Macon-Villages ?
- Muscadet ?
- Saumur ?

QUESTION N° 16

Le mois de septembre des Très Riches Heures du duc de Berry montre une scène de vendange. Aujourd'hui, de quelle appellation contrôlée s'agit-il ?

POUR VOUS AIDER : L'INDICE RTL

Écoutez RTL chaque jour du lundi au samedi : à 10 heures Jean-Pierre Imbach vous dévoile l'indice RTL. Ou tapez sur votre Minitel 36.15 code LEMONDE ou RTL pour retrouver ces indices.

POUR PARTICIPER

Découpez la vignette ci-contre et conservez-la précieusement. Vous devrez la coller sur le bulletin-réponse diffusé dans le Monde à l'issue des 48 questions. Vous y noterez également chacune de vos réponses.

TOUS LES JOURS DANS

Le Monde



avec le patronage de l'INAO et de la SOPEXA

600 PRIX EN JEU.

- Des caves exceptionnelles composées des vins les plus prestigieux.
- Des sélections de nombreux grands crus.
- Des week-ends Relais et Châteaux en France et à l'étranger.



1^{er} PRIX : 12 CRUS PRESTIGIEUX

Château Lafite-Rothschild 1982 (12 b.)
Château Margaux 1982 Margaux (12 b.)
Château Latour 1982 Pauillac (12 b.)
Château Haut-Brion 1982 Graves (12 b.)
Château Mouton-Rothschild 1982 Pauillac (12 b.)
Château d'Yquem 1980 Sauternes (12 b.)
Château Pétrus 1983 Pomerol (12 b.)
Château Cheval Blanc 1982 St-Émilion (12 b.)
Château Ausone 1982 St-Émilion (12 b.)
Montrachet Marquis de la Guiche 1985 (12 b.)
Chambertin Trappet 1983 (12 b.)
Romanée-Conti 1983 (6 magnums).

2^e PRIX : 10 CRUS PRESTIGIEUX

Château Lafite-Rothschild Pauillac 1982 (12 b.)
Château Margaux 1982 Margaux (12 b.)
Château Latour 1982 Pauillac (12 b.)
Château Haut-Brion 1982 Graves (12 b.)
Château d'Yquem 1980 Sauternes (12 b.)
Château Cheval Blanc 1982 St-Émilion (12 b.)
Château Ausone 1982 St-Émilion (12 b.)

3^e PRIX : 8 CRUS PRESTIGIEUX

Château Lafite-Rothschild 1982 Pauillac (12 b.)
Château Margaux 1982 Margaux (12 b.)
Château Cheval Blanc 1982 St-Émilion (12 b.)
Château d'Yquem 1980 Sauternes (12 b.)
Château Pétrus 1983 Pomerol (12 b.)
Château Cheval Blanc 1982 St-Émilion (12 b.)
Château Ausone 1982 St-Émilion (12 b.)
Montrachet Marquis de la Guiche 1985 (12 b.)

4^e PRIX : 6 CRUS PRESTIGIEUX

Château Haut-Brion 1982 Graves (12 b.)
Château Latour 1982 Pauillac (12 b.)
Château Cheval Blanc 1982 St-Émilion (12 b.)
Château Ausone 1982 St-Émilion (12 b.)
Montrachet Marquis de la Guiche 1985 (12 b.)
Chambertin Trappet 1983 (12 b.)

5^e AU 9^e PRIX

Château Haut-Brion 1982 Graves (12 b.)
Château Latour 1982 Pauillac (12 b.)
Château Cheval Blanc 1982 St-Émilion (12 b.)
Château Ausone 1982 St-Émilion (12 b.)
Montrachet Marquis de la Guiche 1985 (12 b.)
Chambertin Trappet 1983 (12 b.)

10^e AU 14^e PRIX

12 Bourgogne Clos de Vougeot Noellat 1983.
12 Coteaux du Layon Ch. Montbenaud 1985.
12 Anjou Brissac Domaine Charbotières 1986.
12 Coteaux du Languedoc Domaine Langlade 1985.

15^e AU 26^e PRIX

12 séjours Relais et Châteaux pour 2 personnes à l'étranger.

27^e AU 97^e PRIX

71 week-ends Relais et Châteaux pour 2 personnes en France.

98^e AU 500^e PRIX

12 bouteilles de grands vins de France.

501^e AU 600^e PRIX

Le Guide Hachette des Vins de France 1988 (864 pages, 5 600 millésimes goûtés par 400 dégustateurs).
Le livre du cinquantenaire de l'INAO.

سكنا من الامم

MUSÉES

Entretien avec Alain Sayag

Photographie et art moderne

Quelle est la place, le budget, le statut, de la photographie au Musée d'art moderne ? Alain Sayag, qui en est responsable, s'explique.

Après avoir présenté plus d'une centaine d'expositions en huit ans et édité vingt-trois publications, la photographie avait peu à peu disparu des activités du Musée d'art moderne. Installée provisoirement dans l'espace où siègeait autrefois la librairie, elle a fait cet été un éblouissant retour avec « Outerbridge » (voir le Monde du 9 juillet) que suivront « Dubreuil » (novembre), « Joseph Stedek : Prague » (janvier) et « Images d'une guerre 1914-1918 » (été 1988). La présentation d'une sélection de deux

ans d'acquisition du cabinet de la photographie offre l'occasion d'une mise au point avec Alain Sayag, passionné par le dix-neuvième siècle, et, depuis 1981, conservateur pour la photographie.

— Quelle est géographiquement la place de la photo à Beaubourg et pourquoi a-t-elle été absente ces derniers temps ?

— Le Musée national d'art moderne n'est pas le seul endroit où la photographie est présente au Centre Pompidou. D'autres lieux l'accueillent. C'est le cas de la galerie du Forum, commune à tous les départements, qui nous est prêtée une ou deux fois l'an. Un de nos problèmes fut la perte de l'espace où est installée l'actuelle librairie qui nous était réservé et n'a pas été remplacé. Le musée s'agrandira en 1988 de 2000 mètres carrés environ. Il est

acquis que nos collections photographiques qui se sont considérablement accrues y seront présentées de façon permanente.

— En relation avec Orsay et la Bibliothèque nationale, vous menez une politique active d'acquisition. Quel est votre budget et sur quels critères arrêtez-vous vos choix ?

— Notre budget bénéficie de l'augmentation globale d'acquisition du musée. Il est actuellement de 27 millions. Nous n'avons pas de budget spécifique, mais nous disposons d'un seuil minimum qui est passé de 0,5 à 5 %. Soit, environ, 2 millions pour cette année. Ce qui est considérable et exceptionnel. Quant aux critères, ils sont en priorité historiques et dépendent des autres collections de l'État. A savoir, pour le vingtième siècle, la BN et le Fonds national d'art contemporain. Bien sûr, on rêve toujours d'une collection idéale. Mais celle-ci dépend de la disponibilité des œuvres sur le marché. Contrairement à ce qu'on croit, les tirages en bon état des grands photographes sont rares. Et très coûteux. Entre un « tirage moderne » de 4500 F et un « vintage » (épreuve originale tirée par l'auteur), le prix peut centupler.

— Nous cherchons surtout à acquérir des œuvres représentatives d'artistes de toutes nationalités, vivant en France, entre les deux guerres. Nous comptons rectifier ainsi l'histoire de la photographie telle que la décrivent les Américains. Enfin, nous nous intéressons aussi aux créateurs vivants.

— En quoi votre politique d'acquisition se différencie-t-elle de celle d'autres institutions telles que le Centre national de la photo ou le Musée d'art moderne de la Ville de Paris ?

— En tant que musée national, notre rôle est de montrer un aperçu historique minimal de la création photographique au vingtième siècle. Et de se placer dans l'art contemporain. Ce fut le cas du surréalisme, d'Outerbridge et bientôt de Weston. Il y a eu aussi nombre d'expositions de photos de peintres comme Hockney ou Rauschenberg. Celles-ci ont eu pour objet de prouver que la pho-

tographie des plasticiens compte autant dans l'histoire de l'art que le reportage. C'est aussi vrai de la photographie anonyme qui est le vrai art populaire de notre époque. Notre souci constant est de montrer que la photographie est une composante intégrale de l'art de notre temps. A ce titre, notre position diffère de celle du CNP ou du Musée de la ville.

— Quelle est votre attitude envers la jeune photographie française ?

— Durant des années, grâce à la mezzanine, placée à l'entrée des collections permanentes, nous avons pu montrer à un rythme soutenu les jeunes photographes français et européens. Ce lieu n'existe plus. On peut donc croire à un retrait de notre part. Mais nous la poursuivons à travers nos acquisitions. Celles-ci sont un réel soutien. Et nous l'accordons autant à la photographie « plasticienne » qu'à la photographie « pure ». Pierre de Fenoy et Christian Boltanski sont à nos yeux également importants.

— Qu'il s'agisse du nouveau daguerrtypage ou du polaroid, tout ce qui touche à une recherche esthétique est notre domaine. Ce qui n'est pas le cas de la photographie appliquée. La mode et la publicité ne sont pas de notre compétence. Nous nous intéressons à la photographie, pas aux images.

Propos recueillis par PATRICK ROEGERS.

Collection d'automne

Aus sur les figures de Paul Strand, Ranger-Patzsch et Man Ray, l'ensemble des 85 œuvres sélectionnées parmi les 3083 acquisitions du Musée, propose un aperçu historique de la création photographique des avant-gardes de l'entre-deux-guerres, en Europe et en Amérique.

L'Américain Paul Strand utilise la photographie comme un « pur » moyen d'observation. Célébrant la primauté de la matière (rocs, sites, façade), la mise à nu de formes simples résulte d'un regard impavide, qui se veut direct et dépouillé. Outre la rare série réalisée durant son séjour en France en 1950, des vingt éprouvés qui lui sont consacrés, la plus illustre est la Femme aveugle, marchant de journaux (N. Y., 1916) dont l'expression, un ciel tourmé vers l'intérieur, l'autre vers l'extérieur, symbolise idéalement les deux courants majeurs alors en Europe.

— L'un est la « nouvelle objectivité », prônée par l'Allemand Ranger-Patzsch, auteur du livre Le monde est beau qui devait initialement s'intituler « Les

Choses ». Exempt de pictorialisme, chantant l'ordre et le progrès, le modernisme de sa vision vise moins, par le rendu quasi mécanique du sujet (objets industriels, cristaux ou paysage), à interpréter le réel qu'à le représenter. A cette optique s'ajoute aussi le constructivisme hongrois Moholy-Nagy, enseignant au Bauhaus.

En opposition à cette approche objective se situe l'éclectisme de Man Ray et de ses nombreux disciples français : Roger Parry, Dora Maar, Jean Painlevé. Man Ray, fasciné par les formes non figuratives, utilise des rayogrammes et autres manipulations pour suggérer l'invisible. Sculpté par la lumière, le nu est porté à sa quintessence par Laura Abbé Guilleu. Bresson observe Paris la nuit et, jouant sur le réel, réussit en 1930 ce chef-d'œuvre sublime qu'est le Statue du marchand Ney dans le brouillard.

— Deux ans d'acquisitions du cabinet de la photographie au Musée national d'art moderne, galerie du Forum, Centre Pompidou, jusqu'au 26 octobre.

MODE

Le ton au naturel

Quand on dit qu'elle est courte, galbée, féminine d'un côté, masculine de l'autre, on a presque tout dit sur la mode de l'été 1988. Et on même temps on n'a rien dit. Lesas d'être copiés par les industriels, les créateurs brûillent les papiers, jettent les cahiers de tendances au feu et les laissent au milieu. Le « Qui m'aime me suive » a remplacé le diktat « Tu seras une brachée, ma fille ».

Moins géométrique, moins faite pour être vue de loin que de près, la mode s'individualise. La silhouette se fragilise, les volumes se fluidifient, les couleurs s'apaisent. Car après le vêtement-spectacle voici le vêtement-fonction. Après Christian Lacroix qui dédait, en juillet, sa collection de couture à sa Camargue natale, chacun décide de suivre son petit bonhomme de chemin, de mettre en scène pour de bon un souvenir ou un coup de cœur.

Les uns s'embarquent pour l'Afrique (tel Thierry Mugler avec ses robes à motifs scarification), retournent au pays (Helmut Lang tente de raviver le druidisme autrichien), les autres restent à Paris, en profitant pour faire du rangement et débarrasser les Best Of (Sonia Rykiel, Kenzo) ou étiennent leurs malles à gros traits de marque.

Ici l'allure Dorothée Bis (le rouge, le mini, le trapèze, le juponé, le moult), là, le « plus Paulin ta meurs » (le gentil, le pastel et l'ennui).

Jean-Paul Gaultier retourne astucieusement à la case départ.

détourne des basiques, les transforme sans les déformer : la veste d'homme devient marinière, bustier, manteau, combinaison-pantalon. Le clin d'œil succède à l'éclat de rire, le vêtement ne provoque plus, ne se justifie plus, il se porte. Les mannequins cessent de faire le grand jeu, elles se promènent. Le podium prolonge la rue.

Les tonalités crépusculaires, la souplesse des matières (tulle élastifié, maille stretch) rendent compte de cette nouvelle harmonie. « Après dix ans d'irrigation par une mode de formes naturelles s'élève-t-elle. Sa mode est également une réaction à la résurgence de la couture dans le prêt-à-porter, aux volants, aux ruches, aux bulles, aux bouillons, à ce qu'il appelle les « pouspées gonflantes ».

Pendant les collections, on a remarqué que ceux qui n'avaient rien à dire mettaient des fleurs partout, garnissaient, juponnaient à qui mieux mieux. C'était pathétique. On repensait à Baby Jane, Lola, très loin, on s'enfuyait avec Marc Avedon, Rei Kawakubo, Yohji Yamamoto, Issey Miyake. Avec lui, chaque drapé évoque un coup de vent immobile, chaque pari devient une évidence : un col dérape, une étole déployée disparaît, se fond dans la manche. Le vêtement invente des jeux avec le corps. De la mode ? Oui, justement, parce qu'elle se fiche de savoir si elle est à la mode.

LAURENCE BENAÏM.



Les filles de Martine Sibon se boudent les cheveux au fur. Elles rêvent de Twiggy, portant des combinaisons trouées au nombril, des pantalons trompette qu'elles sanglent de gros ceinturons, des collants blancs et des ballerines vernies à bout carré. Un peu psychédéliques, un peu égarées, elles ont les jupes courtes orange et les chemises à huit jabots. De l'art par un artiste, des broderies ton sur ton dessinant des marguerites géantes, des citations discrètes et amoureuses.

THÉÂTRE

Y'a bon les reprises

Y'a bon Bamboula, Elvire Jouvot 40, Derniers Chagrins, le Sous-sol : quatre spectacles créés en province et repris à Paris. Tant mieux.

Y'a bon Bamboula, de Tilly. Mise en scène de l'auteur. Avec Hélène Surgère, Jean-Paul Roussillon et Marylin Even. Théâtre Paris-Villette. A 21 heures, du mardi au samedi. Matinée dimanche 16 h 30. Tél. : 42-02-02-68.

Créée lors du dernier Festival d'Avignon, la dernière pièce de Tilly, portraitiste impitoyable de la France profonde révisé par Cheruzerle fine, a partagé le public et la critique. Y'a bon Bamboula a pour héros des racistes avoués. Tilly les dénonce, impitoyablement. Certains ont pensé qu'il s'agit mieux valu ne pas les dépeindre. Nous avons considéré ici que les nouveaux monstres de Tilly posaient en temps et en heure des questions essentielles, d'autant qu'ils sont incarnés par d'excellents comédiens. A vous de juger.

Elvire Jouvot 40, mise en scène de Brigitte Jacques. Avec Philippe Clément et Marie de Medeiros. Théâtre de l'Athénée. A 18 h 30, du mardi au samedi. Tél. : 47-42-67-27.

Des millions de télespectateurs ont découvert le nom de Philippe Clément lors de la retransmission de la première Nuit des modèles. Cet acteur talentueux était du meilleur comédien de l'année. Très justement. Une heure quinze durant, il endosse le détroque de Louis

Jouvet pour sept leçons du maître consacrées à la seconde scène d'Elvire du Dom Juan de Molière entre le 14 février et le 21 septembre 1940. De la « drôle de guerre » à l'occupation allemande, la rencontre d'un homme et d'une femme, le théâtre comme premier foyer de résistance. Elvire Jouvot 40 poursuit dans l'invitation des plus grandes scènes.

Derniers Chagrins, d'après Franz Kafka. Mise en scène de Rosemary Fournier. Avec Jean-Paul Viot, Joël Drouin et Roland Scholm. Théâtre des Amateurs de Paris. Du mardi au samedi, à 20 h 30. Tél. : 43-66-42-17.

Voilà une occasion d'attraper enfin ce serpent après lequel on court souvent en vain : le jeune théâtre, ou « la relève ». Spectacle ambitieux — « variété théâtrale » adaptée de récits de Kafka, — musical — partition convaincante de Joël Drouin, — Derniers Chagrins luit de l'or du music-hall et broie le noir de la coulisse. Mise en scène intelligente et nette, interprétation bouleversante de Jean-Paul Viot.

Le Sous-sol, adapté de Dostoevsky. Mise en scène d'Alain Courivaud. Avec Les Gabrielle et Xavier Clément. Théâtre du Tourneur. Du mardi au samedi, à 20 h 30. Tél. : 48-87-82-48.

Texte magnifique qui fut remarqué lors du Festival d'Avignon 1986, le Sous-sol sort du ghetto du « off » pour une scène parisienne. Une production compositrice et un homme qui s'enfoncent dans son arrier-pensée. Sans folklore un spectacle où se côtoient pudeur et sensibilité, rancœur et banalité.

OLIVIER SCHMITT.

MUSIQUES

« Triptyque » au Centre Pompidou

Xenakis venge Iphigénie

Au Centre Pompidou Euripide est adapté par Breyten Breytenbach dans une mise en scène de Dido Likoudis. Heureusement, la musique de Xenakis est aussi au rendez-vous.

Costumée à l'antique, une femme (Dido Likoudis) entre dans la pénombre au fond de la scène. Elle exhale sa douleur en une psalmodie qui monte par degrés, et l'on n'ose pas lui reprocher de la faire en grec

ancien, car, nous dit-on, c'est Electre pleurant Agamemnon. Survient un homme (Bruno Sermonne) — Agamemnon, Edipe, Périclès, précise le programme — en rouge, alors qu'elle était bleue. Il parle français et l'on s'apprête à suivre un peu mieux son discours.

Il s'apprête seulement, car, si le texte de Breyten Breytenbach est fait de mots et de phrases de tous les jours, l'enchaînement des idées est si embrouillé qu'on retient seulement, d'une heure de monologue, quelques lieux communs sur l'amour paternel, la nécessité de la loi, etc.

Quand vient, en guise de dénouement, le moment où Agamemnon annonce à Iphigénie qu'il doit la sacrifier, on s'est tellement habitué à ne rien comprendre qu'on a du mal à se persuader de cette évidence : l'auteur veut à présent nous émouvoir avec les moyens les plus simples et les plus éternels. C'est par là qu'il aurait dû commencer ; on aurait ri, peut-être, de sa naïveté, mais c'est le seul risque intéressant à courir aujourd'hui. Il est vrai que cette scène est directement tirée d'Euripide.

Restent le décor et les costumes harmonieux et sobres, antiques, sans fausse pompe, de Makhli Xenakis, les éclairages, virtuoses compte tenu des moyens modestes du lieu, de Joël Hourbeight et les œuvres de Xenakis qui ponctuent ce spectacle : Pseppha, joué par Johan Faber et un extrait des Pliades par les six jeunes percussionnistes, qui ont adopté ce patronyme ; elles le justifient par la beauté rythmique de leur exécution. Leur vigueur séduisante évoque celle des Bacchantes peintes par Gustave Moreau dans la Mort d'Orphée. Elles vengent ainsi le meurtre d'Iphigénie, et le public leur en sait gré, visiblement.

GÉRARD CONDÉ.

(1) Festival d'automne, Centre Pompidou, grande salle ; jusqu'au 1^{er} novembre.

NOTES

Intégrale de Beethoven de l'Orchestre national

Un bon chef (Rudolf Barchauf), un bon orchestre (le National de France), l'intégrale des symphonies et concertos de Beethoven en huit séances, c'est une assurance sans risque pour remplir le Théâtre des Champs-Élysées. Que dire de plus ? Rien ne distinguait, jeudi, la Première Symphonie de mille autres copies conformes, sous la batteuse large et vigoureuse du chef russe.

Et Bruno-Léonard Gelber a joué le Quatrième Concerto pour piano en sol majeur à sa manière sérieuse, sympathique et irréprochable, mais dépourvue d'une idée ou d'une expression propre. Le public lui a fait un triomphe. Bon vent à cette intégrale. — J. L.

★ Prochaine concert : les 26, 29 octobre, les 6, 17, 21 et 28 juin.

Irene Schweizer autour de minuit

Vingt et un ans qu'elle surprend. Au Festival de Comblain-la-Tour en août 1966 une jeune pianiste suisse a fait son apparition. Dans un style étrange, véhément, percussif, volubile, plus proche de Cecil Taylor qu'un sens que de Mary Lou Williams. Question de sensibilité féminine. Pour des raisons qu'il serait trop long de développer, les femmes sont rares dans le monde du jazz. Ou alors, elles chantent. Le cas échéant, elles jouent des claviers avec entrain, félicité et charme bien sûr. Il arrive qu'elles se soient imposées comme Mary Lou Williams, mais cela reste une exception.

Depuis plus de vingt ans, Irene Schweizer est à elle seule un défi à cette ligne de partage et connaît un grand succès dans cette Europe du Nord qui a laissé librement se développer la free music. Quatre concerts d'Irene Schweizer (Carus blanc au Centre culturel suisse) représentent ici un petit événement. Du solo au trio, avec les meilleurs représentants du jeu qu'elle a contribué à lancer (Joëlle Léandre, Pierre Favre ou Maggie Nichols).

F. M.

★ Centre culturel suisse. Irene Schweizer avec Joëlle Léandre et Maggie Nichols (le 24 à 20 h 30) avec Rudiger Carl et Günter Sommer le 25 à 17 heures.

UN FILM DE

LOUIS MALLE

DEJA
1.000.000
DE SPECTATEURS



Au revoir les enfants

LION D'OR
VENISE 87

M K 2

صكذ من الاصل

36.15 TAPE7 LEMONDE

هكذا من الازل

صكدا من الاجل

Le Monde REGIONS

Comment soutenir l'activité locale ?

Des départements dans l'aventure capitaliste

Au moins une trentaine de départements font du « capital-risque » ou s'y préparent. Quelques-uns légalement, d'autres en contournement plus ou moins dérobé avec la loi ; les derniers, en attendant un hypothétique décret... L'article 48 de la loi du 2 mars 1982 interdit en effet aux départements de participer au capital d'une société commerciale ou de tout organisme à but lucratif, sauf décret en Conseil d'Etat.

Tout avait commencé tranquillement. Le 19 novembre 1985, un décret autorisait le département des Alpes-de-Haute-Provence et vingt-cinq petites communes alpines à entrer, pour 20,2 %, dans le capital de SAMENAR, une société de financement qui a déjà investi 2 millions de francs dans treize « petits projets régionaux » et contribué à la création de deux cents emplois nouveaux.

Le même jour, les départements de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges obtenaient l'autorisation de participer au capital de l'ILP (Institut local de participation). Le 14 janvier 1987, ce fut au tour de l'Aude, du Gard, de l'Hérault, de la Lozère et des Pyrénées-Orientales de se voir accorder la bénédiction administrative pour entrer au capital de SORIDEC (Société régionale et interdépartementale de développement économique).

Depuis, rien : il semblait acquis que ces pionniers ne seraient pas écopés. Plus exactement, presque rien, car, en 1985, un rapport du commissariat général du Plan s'inquiétait que, « en douce », certains départements s'engagent dans l'aventure capitaliste et appellent de ces vœux un assouplissement de la réglementation. Bonne prémonition : la tentation est si forte que, du Var à l'Alsace en passant par le Loiret, les départements prennent des risques ou annoncent qu'ils vont en prendre.

« Nous sommes fermement décidés à créer, en septembre, un fonds commun de placement à risque pour investir dans la création et le développement de petites entreprises », assure M. Jacques Derosier, le président du conseil général du Nord. Même fermement du côté de Var Action, une société de capital-risque créée en juin 1987 à l'initiative de la CCI du Var avec l'Union patronale, des banques, des chefs d'entreprise... qui souhaite, comme SODIMAC dans la Loire ou Loiret-Développement, s'ouvrir aux collectivités locales.

D'autres préfèrent la discrétion et accueillent les collectivités par le biais d'associations-écrans ou avec la complicité d'organismes divers qui font du portage. Les montagnards du pays de Giono ont finalement fait école. Jusqu'en Alsace, où les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ont fait naître, en collaboration avec la Société de développement régional, la FRICE (Fonds régional d'intervention pour la création d'entreprises), une société d'économie mixte au capital de 5 millions de francs, à laquelle ils ont apporté plus de la moitié de son pactole et qui se voue à financer les entreprises en création ou existant depuis moins de trois ans.

Qu'est-ce qui fait courir les départements ? L'agacement de ne pouvoir jouer, au même titre que les régions, le rôle de « grands développeurs » économiques ; de se voir cantonner par les lois de décentralisation, au moins lorsqu'il s'agit d'aides directes, à intervenir en complément de leurs grandes sœurs ? Sans doute. D'autant plus que, ici et là, les régions plaident le non-interventionnisme économique et abandonnent les primes variées qu'elles peuvent distribuer. « Il y a un paradoxe à donner de plus en plus de pouvoirs aux départements et à ôter de leur vocation le développement économique », explique Eric Woerth, directeur de l'agence pour le développement de l'Oise, un séminaire HEC, qui est loin d'être hostile à la création d'une société de capital-risque départementale.

Intervenir sans intervenir

On peut aussi imaginer un scénario inversé : les régions, asphyxiées par le financement des lycées et autres charges résultant des transferts de compétences décentralisateurs, suggèrent à « leurs » départements de prendre leur part du développement économique. Dans les deux cas, le résultat est équivalent : les départements sont et seront de plus en plus présents au côté des entreprises.

La seconde raison de l'engouement tient plus, cette fois, à la nature du capital-risque et au fait que les « tours de table » associant fréquemment par-

tenaires privés majoritaires et partenaires publics minoritaires. Les collectivités publiques ont, en effet, tout intérêt à déléguer la décision d'investir dans telles ou telles entreprises à des professionnels « politiques ». Elles y trouvent un curieux mélange d'efficacité. « Le département n'a pas vocation à être banquier ou chef d'entreprise », dit Jacques Derosier — et de volonté de se désresponsabiliser économiquement. « Avec le capital-risque, explique le dirigeant d'une société de financement en fonds propres à laquelle participent quatre départements, les collectivités interviennent sans intervenir, elles peuvent ne capitaliser que les succès. » Le tout sur fond de désaffection apparente pour le redressement de ces canards boiteux qui, bien qu'engloutissant des sommes folles, ne parvenaient pas à maintenir l'emploi et, par là même, dévalorisaient les efforts publics.

Pour Roger Couture, directeur général des services du département de la Haute-Marne, qui, avec l'Aube, les Ardennes et la Haute-Marne, détient 13 % du capital de l'IRPAC (Institut régional de participation Ardennes-Champagne), « dorénavant, il faut aider les gens qui se développent, parler sur la création d'entreprises et générer des emplois pérennes ».

Autre avantage que procure le caractère collectif des sociétés de capital-risque : un effet de levier beaucoup plus important que celui provoqué par une subvention. « Le capital-risque, explique Jacques Derosier, permet d'obtenir un double effet de levier. Notre argent est relayé par celui de nos partenaires et l'apport en fonds propres permet à l'entreprise de

s'endetter. » Magie de la multiplication qui laisse rêver un haut fonctionnaire : son département a mis 400 000 francs dans une société de capital-risque et deux entreprises du « pays » ont « récupéré », en moins d'un an, 800 000 francs...

Les besoins des PME

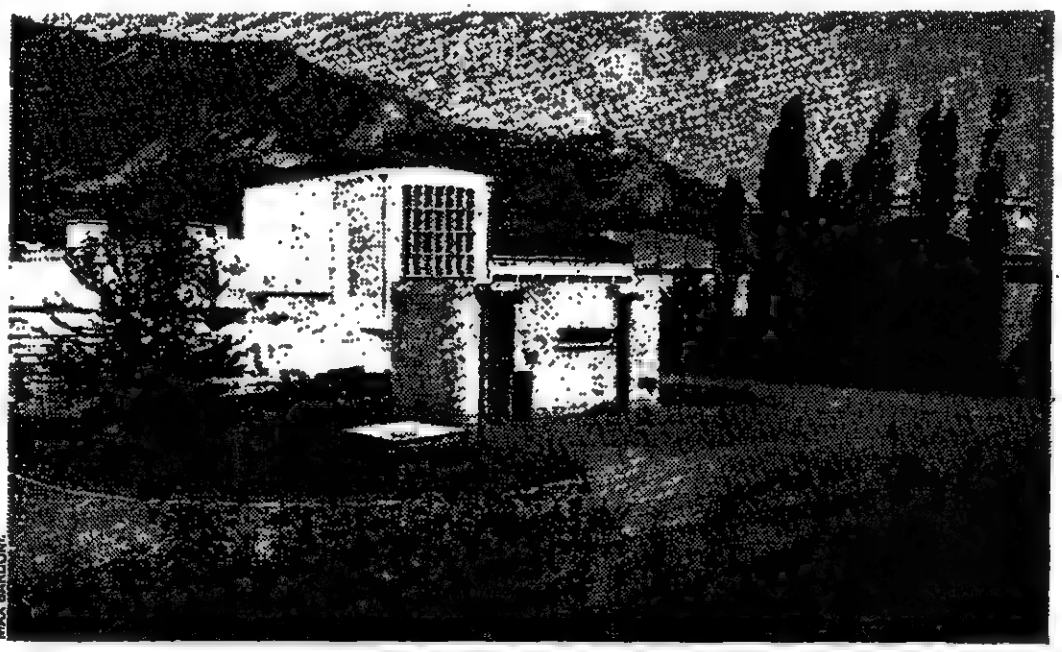
Mais l'essentiel n'est pas là, il est plutôt dans cette carence avérée des initiatives, des financements au profit des petites entreprises, des créateurs qui n'ont guère besoin pour démarrer de plus de 100 000 ou 200 000 francs. Les SDR (sociétés de développement régional) font fréquemment figure d'accusé. « Nous avons créé SORIDEC, explique Dominique Renard, son directeur, parce que SODLER (la SDR Languedoc-Roussillon), n'intervenait pas en fonds propres et, lorsque c'était le cas, pas dans de petites entreprises. A se décharger, il faut souligner que c'est une entreprise cotée, qui doit impérativement distribuer des dividendes et, par conséquent, limiter ses risques. Or l'intervention en création est la plus risquée. »

Ce constat ne nourrit pas nécessairement l'animosité : en 1985, SODLER et SORIDEC ont créé une filiale d'ingénierie financière et technique pour les entreprises ; en Alsace, la SADE intervient dans la FRICE comme SODECO dans Loiret-Développement, et la SDR-Méditerranée dans SAMENAR.

Une étude de faisabilité réalisée par le conseil général de l'Oise définit clairement l'angle et les limites d'une société départementale. Parmi ses orientations obligées, il y a « tout d'abord les interventions au seul profit des projets départementaux et, ensuite, la spécialisation dans l'aide à la création d'entreprises. Il faut bien voir en effet que l'intervention pour la création d'entreprises est un domaine risqué où la concurrence est relativement faible, où l'on peut se faire accepter plus facilement. Elle répond également à l'objectif de dynamiser l'activité industrielle du département, en créant des emplois à long terme et en favorisant des investissements de longue durée. »

Reste le problème des pressions politiques. En matière de politique économique, il est de coutume de privilégier l'Etat et la région, car, plus lointains, ils sauraient surmonter les « pressions de clocher ». C'est sans doute la raison pour laquelle, dans un récent rapport sur « Les interventions économiques des collectivités locales », le Conseil économique et social suggère que les départements soient autorisés à entrer dans le capital des... SDR. A l'évidence, ce n'est pas vraiment ce qu'ils souhaitent. D'autant que, pour les élus locaux, le problème des pressions est éternellement réglé : les techniciens, banquiers ou chefs d'entreprise qu'ils croient dans leurs petites sociétés peuvent sans difficulté et sans arrière-pensée, dire non à n'importe qui. En qui ne sont pas élus.

ERIC CAMEL (Zélig).



La zone d'innovation de Grenoble : un modèle et une tentation pour la plupart des élus locaux.

Elle vient de s'achever à Toulouse

Mairie-Expo, foire des maires

Leurs administrés devenant plus exigeants et la décentralisation leur ayant donné davantage de pouvoirs et de moyens, les collectivités locales sont devenues des clients très courtisés par tous les « marchands » d'équipements, de services, de conseils...

Le Salon Mairie-expo, dont la quatrième édition était organisée du 18 au 22 octobre à Toulouse, a été imaginé comme le rendez-vous annuel des élus locaux et de leurs fournisseurs. Son inventeur et son animateur infatigable, Alain Trampignon, l'a défini parfois comme le « bazar des hôtels de ville ». Et c'est vrai que, comme dans un autre grand magasin parisien, il s'y passe tous les ans quelque chose et on y trouve de tout.

Gestion, équipement, animation, étaient les trois grandes sections dans lesquelles étaient rassemblés quelque trois cents exposants, qui proposaient leurs derniers produits aux visiteurs déjà surchargés de documentation au bout de quelques mètres de parcours. On peut s'essayer à un rapide inventaire de leurs suggestions. Pile-mêlée, voici des bornes escamotables pour équiper les voies piétonnes ; une piste de danse entièrement et rapidement démontable ; Lola, mini-voiture électrique, silencieuse, non polluante, pouvant servir à tous usages, du nettoyage à la promenade ; plusieurs propositions de cuisines pour restauration rapide et collective (cela semble être une grande préoccupation du moment) ; et un nouveau véhicule de service équipé d'un porte-voix et d'un mur d'écran vidéo sur un des ses

flancs ; des imprimés de plaques de rues (le graphisme se modernise) et des fabricants de cadeaux municipaux. A un autre endroit, une firme de Montpellier a imaginé de proposer des prises de vue aériennes permettant de surveiller de haut les projets de la ville et les avatars de son POS.

Quelques grands promoteurs étaient venus en force à Toulouse et la Caisse des dépôts et consignations présentait, dans son stand central, son nouveau produit, sa Caisse d'équipement des collectivités locales (CAECL), qui se présente comme la grande banque moderne des communes, départements et régions.

Au total, une manifestation réussie, même si les visiteurs en paraissent, à première vue, plus satisfaits que les exposants. On ne peut, il est vrai, commander un autobus ou une station d'épuration comme on achète une machine à laver...

Avant la clôture du Salon, M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, a distribué, dans la salle du Capitole, les seize Mairies d'or attribuées comme chaque année par un jury présidé par Edgar Faure, à des maires — et à des communes — particulièrement inventifs et constructifs : Jean-Pierre Chevenement, lorsqu'il rénove le centre de Belfort ; Pierre Merli, lorsqu'il enrichit les collections picturales d'Antibes ; Raymond Vincent lorsqu'il organise la gestion des équipements de loisir du Chambon-sur-Vignion, la petite commune de la Haute-Loire dont il a la charge...

J.-F. S.

AQUITAINE

La région dans ses meubles

L'administration de la région Aquitaine a déménagé depuis le début de juillet dans le nouvel hôtel de région érigé à Bordeaux-Mériadeck, le quartier neuf de la ville, à vocation administrative et commerciale. Parallèlement, de verre bleuté, ceinturé de colonnes pâles, le bâtiment, haut de 31 mètres, offre 26 000 mètres carrés sur six étages avec, en plus, deux niveaux de parking souterrains. Les élus du conseil régional et du comité économique et social régional siègeront dans un amphithéâtre situé au cœur de l'hôtel, sans ouverture sur la lumière naturelle par mesure de sécurité. Autre originalité : les fondations d'une partie du parking souterrain peuvent, le cas échéant, être transformées en abri anti-atomique.

Comme la plupart des régions françaises, l'Aquitaine a décidé de se donner un siège neuf dans la forêt de la décentralisation. Ses plans ont été conçus par trois équipes d'architectes aquitains : le cabinet Perrier à Bordeaux, le cabinet Madoz-Moussier dans les Landes, et le cabinet Millies-Lacroix-Balader dans les Pyrénées-Atlantiques. La construction avait été décidée à l'unanimité des conseillers régionaux. La première pierre fut posée le 4 février 1985. L'alternance politique, qui a rendu la présidence à M. Jacques Chaban-Delmas en mars 1986, n'a pas conduit à des changements architecturaux majeurs. La nouvelle équipe régionale a cependant choisi elle-même l'architecte d'intérieur.

Initialement estimée à 160 millions de francs, la construction du nouvel hôtel de l'Aquitaine aura en définitive coûté 200 millions de francs.

FRANCHE-COMTE

HLM à neuf

Il faudra attendre quelques mois encore pour savoir si l'opération expérimentale de réhabilitation menée par l'Office municipal de HLM de Besançon sur les trois immeubles de la cité Fontaine-Ecu aura eu un effet prolongé sur le comportement de ses mille cinq cents occupants.

Construits entre 1964 et 1966, ces bâtiments avaient, au cours des ans, subi d'importantes dégradations dues, pour une part, aux locataires en voie de marginalisation. Pour donner une nouvelle image de la cité, l'Office de HLM et la ville de Besançon, en collaboration avec le GARE (Groupe d'action et de recherches sur l'exclusion), l'ANPE et l'AFPA (Association pour la formation professionnelle des adultes), ont imaginé de faire participer les locataires à la remise en état des bâtiments et à l'amélioration des normes de confort (isolation notamment).

Les habitants ont été encouragés à se prononcer sur le projet : forts de ce droit d'expression inhabituel, ils ont d'ailleurs contraint le coloriste de service de revoir en plus discret la teinte des façades. De plus, trente-deux chômeurs du quartier, jeunes et adultes, recrutés par Besançon-Travaux (entreprise à caractère social issue du GARE), ont été embauchés par Grands Travaux de Franche-Comté (groupe Bouygues) pour participer aux chantiers.

La création d'une règle de quartier, qui confierait des tâches d'entretien des parties communes et des locaux aux locataires eux-mêmes, devrait prolonger les effets psychologiques de cette opération.

MIDI-PYRÉNÉES

L'Ariège pour le tunnel

Le conseil général de l'Ariège (vingt PS, un MRG, un UDF) a décidé, le 20 octobre, d'acquiescer à 17 % du capital de la société d'économie mixte qui sera prochainement constituée pour la réalisation du tunnel à péage du Puyomoren.

Cet ouvrage, situé à 1 500 mètres d'altitude, aura une longueur de 4,8 kilomètres. Il offrira une capacité de mille huit cents véhicules par heure. D'un coût de 500 millions de francs, le tunnel du Puyomoren mettra Toulouse à trois heures et demie de Barcelone.

L'Ariège, qui voudrait inaugurer le tunnel à l'occasion des Jeux olympiques de Barcelone en 1992, essaie, en lançant une société d'économie mixte, de forcer la main des autres bailleurs de fonds possibles comme l'Etat ou le conseil régional de Midi-Pyrénées.

Les présidents des conseils régionaux de Midi-Pyrénées, d'Aquitaine et de Languedoc-Roussillon, réunis le 19 octobre à Toulouse, ont indiqué que le tunnel du Puyomoren serait pris en compte à condition qu'il ne pénalise pas les autres projets de désenclavement du grand Sud-Ouest.

Cette page a été réalisée par nos correspondants :
Claude Fabert ;
Ginette De Maistre ;
Georges Sauer ;
Gérard Vallès.
Coordination : Jacques-François Simon.

NORD-PAS-DE-CALAIS

Bernanos dans son pays

« Sous le soleil de Bernanos » : cette exposition greffée sur l'actuel lit cinématographique et théâtral se tient à Boulogne-sur-Mer en ce moment. Elle a ceci de singulier qu'elle a été réalisée par les TCRB, autrement dit les Transports en commun de la région bernoisienne, et qu'elle est présentée à l'espace Bus où la clientèle défile chaque jour pour prendre tickets et cartes d'abonnement.

Cette société d'autobus urbains, qui s'intéresse régulièrement aux festivals de la Côte d'Opale, a entrepris, cette fois, sous la direction de Mme Brigit Portez-Ducrocq, une démarche très originale. Le film de Pialat, tourné dans la région, en a été l'occasion. En marge du tournage, l'équipe des TCRB est allée sur les lieux du tournage de Bernanos, à la découverte de l'auteur, des personnages, des sites. Démarche tout autre que celle de Pialat et fondée sur cette affirmation de Bernanos : « Je n'invente rien, je raconte ce que je vois... »

Et toutes les facettes du roman « Sous le soleil de Satan », en effet, apparaissent peu à peu dans le village de Fresin et aux alentours, dans le pays d'Artois. Les éléments se mêlent les uns aux autres, les traits des personnages aussi. On apprend pourquoi le personnage, le diable lui-même, que l'abbé Donissan rencontre la nuit à l'étrémo-automne sur les chemins de l'Artois est un maquignon. Bernanos a connu et détesté un prêtre révoqué du voisinage qui finit effectivement sous la blouse d'un marchand de chevaux. On retrouve le curé de Crèquy, le saint curé d'Artois du lieu, qui ressemble fort à l'abbé Donissan.

Des textes, des documents précieux et une série de photos de grand style signées par Pascal Morès, composent cette exposition qui va circuler dans la région et ailleurs.

Economie

Après l'effondrement des places boursières

Dans l'attente de la réouverture à Hongkong

TOKYO
de notre correspondant

La semaine écoulée a été d'autant plus traumatisante pour les investisseurs sur les marchés boursiers asiatiques que depuis un an, stimulés par des économies tirées par les exportations, les indices systématiquement en hausse signifiaient qu'ils avaient pu accumuler de substantiels profits. Et puis ce fut la chute : -15 % à Tokyo, -25 % à Sydney, -21 % à Singapour. Le mouvement s'est poursuivi vendredi 23 octobre à Taipei, où l'indice a perdu 148 points. Seul, un marché encore fermé, échappait à la tourmente : celui de Hongkong, qui avait inopinément décidé, lundi 19 octobre, de fermer pour éviter les effets de la vague après une chute de 420 points de l'indice Hang Seng.

Les Bourses asiatiques ont bien entendu réagi à la chute des cours de Wall Street mais les investisseurs ont surtout été préoccupés par un risque de repli de la consommation américaine, les Etats-Unis étant le principal acheteur de voitures, de vêtements et d'appareils électro-ménagers dans la région. Une crise des industries exportatrices locales se traduirait inévitablement par un retrait des actionnaires opérant sur les Bourses locales.

Hongkong, qui a voulu se préserver de la tourmente, est paradoxalement aujourd'hui la place la plus vulnérable. La décision de fermer la Bourse lundi a été très critiquée

dans la colonie et jugée « irresponsable » par de nombreux opérateurs. Elle est défendue par les autorités financières qui font valoir que c'était le seul moyen de donner du temps aux opérateurs sur le marché des « futures » (contrats d'achat ou de vente à terme) et de procéder à des ajustements.

Atmosphère fiévreuse

Le marché boursier de Hongkong devrait rouvrir lundi 26 octobre dans une atmosphère pour le moins fiévreuse. La fermeture de la Bourse, qui devait être un remède, pourrait se révéler en réalité un facteur négatif : les investisseurs sur le marché des « futures » risquent en effet d'engendrer de lourdes pertes et de ne pas honorer leurs contrats.

Le marché des « futures » de Hongkong est le plus important après celui des Etats-Unis, mais il est trop étroit, malgré l'existence d'un Fonds de garantie, pour pouvoir supporter un trop grand nombre de contrats non honorés. Or, plus de quatre-vingt-cinq mille contrats se chiffrent à plusieurs milliards de dollars de Hongkong (1 dollar américain vaut 7,80 dollars de HK) sont en attente de règlement sur le marché des « futures ». La panique qui se déchaînerait sur ce marché à son ouverture pourrait se répercuter sur la Bourse et avoir un effet dévastateur sur la réputation de Hongkong comme centre financier.

PHILIPPE PONS.

Le tourment des marchés

(Suite de la première page.)

Sur les neuf premiers mois, les prix à la consommation ont augmenté à un rythme annuel de 4,8 %, une progression convenable qui ne devrait pas inquiéter les autorités américaines justifiant les anticipations inflationnistes excessives.

Les boursiers américains restent, en fait, encore sous le choc d'une semaine catastrophique. La poursuite de la baisse, vendredi, sur les autres places financières les inquiète. Partout, le bilan de la semaine est confondant. A Tokyo, après s'être redressés mercredi et jeudi, les cours se sont à nouveau effondrés vendredi, avec une chute de 5 %. Sur la semaine, la baisse des valeurs aura été de 11,5 %. A Paris, les valeurs n'ont baissé que de 0,5 % le dernier jour de la semaine s'achève sur une baisse totale de 11,6 %. A Francfort, après une nouvelle baisse de 2,4 % vendredi, le bilan de la semaine est lourd : -12,1 %. A Londres, enfin, malgré la baisse du taux de base des grandes banques (ramené à 9,5 %) et l'annonce d'un déficit des paiements réels en septembre, la City a encore perdu vendredi 2 %. Dans la semaine, la valeur des cours a fléchi de 22 %.

Profitant du répit d'un week-end, les opérateurs new-yorkais vont, eux aussi, tenter d'établir leur bilan après la tempête. Il est prévu, après une baisse de 9,5 % la semaine précédente, les valeurs cotées à Wall Street ont encore perdu, à l'issue de la semaine écoulée, 13,2 % : des records successifs et de lourdes

pertes à partager. La semaine à venir sera-t-elle meilleure ? Une crainte anime tous les opérateurs : celle d'un effondrement de la Bourse de Hongkong, lundi, à l'occasion de sa réouverture (lire ci-dessus) ; celui-ci pourrait avoir des effets de contagion sur les autres places financières.

Mais, après la Bourse, le marché des changes pourrait à son tour être pris dans la tourmente. Il avait été relativement calme tout au long de cette semaine. Vendredi, à la suite d'une réunion du groupe des Sept, ce marché s'est brutalement animé. De nombreux experts estiment que les grands argentiers pourraient être amenés à réviser les « bandes de fluctuations » dans lesquelles les grandes devises sont autorisées à fluctuer, et qui avaient été déterminées le 22 février dernier, lors des accords du G7. Ces marges sont tentées de tester certains seuils (le dollar en dessous de 140 yens et de 1,75 deutschemark). Dès vendredi, et malgré les démentis des Trésors américain et anglais, le dollar a baissé par rapport à toutes les grandes monnaies. Si personne aujourd'hui n'accepte de prévoir le temps qu'il fera sur les marchés boursiers et des changes de la semaine à venir, tout le monde est convaincu que de lourds nuages continuent de planer sur toutes les grandes places financières mondiales.

ERIK IZRAELWICZ.

La révolte des directeurs à l'Agence pour la maîtrise de l'énergie

Dans l'industrie, et a fortiori dans la haute administration, les mutineries sont rarissimes. C'est pourtant ce qui vient de se passer à l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie. Ses directeurs de l'Agence, soit les deux tiers de l'équipe, ont voté, sans qu'il y ait eu de vote officiel, une motion de révolte contre la politique — ou plutôt, à leurs yeux, l'absence de politique — du nouveau président, M. Jacques Bouvet, imposé par les pouvoirs publics en juillet dernier.

Dans une véritable condamnation publique, renvoyée à la presse mardi 20 octobre, les six mutins dénoncent « l'absence totale de programme de travail et d'orientation », le refus de toute concertation interne et surtout le plan social annoncé par le président.

Ce plan, qui prévoit la suppression d'un tiers des effectifs de l'Agence et touche au total deux cent vingt-cinq personnes, est, assurent-ils, disproportionné, injustifié, déraisonnable. « Les décisions budgétaires de réduction de l'Agence ne justifient en aucun cas cette amputation drastique », dont le

président n'a pas demeuré « pas au sursis des moyens de financement », écrivent les six révoltés. Surtout, le plan social « brise la dynamique », « annule les efforts entrepris depuis cinq ans » et met l'Agence « dans l'incapacité de remplir ses missions », « apparemment à « un démantèlement de fait ».

« Tout cela conduit votre politique à un échec que nous ne saurions cautionner », ajoutent-ils en demandant à M. Bouvet de retirer son plan, « sous réserve (...) de la nature et de l'ampleur des sacrifices à des intérêts substantiels », « voire périlleux, la maîtrise de l'énergie ».

Suicide collectif ? La réponse ne s'est pas fait attendre : le soir même, dans un communiqué sec, la direction de l'Agence annonçait qu'elle avait pris acte de la prise de position des signataires du communiqué, incompatible avec leurs responsabilités, et en avait tiré les conséquences en demandant aux intéressés de réintégrer leurs organismes d'origine.

V. M.

AFFAIRES

Le président de l'UAP conteste les chiffres du PS sur l'assurance

M. Jean Dromer, président de la compagnie d'assurances nationalisée UAP, en voie de privatisation, a réagi, avec une violence contenue, aux déclarations faites par M. Dominique Strauss-Kahn, député de Haute-Savoie, membre du secrétariat national du PS, chargé des études. Ce dernier, évoquant dans une conférence de presse (le Monde du 23 octobre) le problème du partage des plus-values latentes de l'UAP, avait affirmé que les assurés ne se verraient attribuer que 34,4 % des 22,7 milliards de francs de plus-values, le solde allant aux actionnaires de la Compagnie.

Se référant au rapport de M. Jacques Mayoux, qui préconise une dévolution de ces plus-values à hauteur de 60 % aux assurés et 40 % aux actionnaires, il en concluait que lesdits assurés étaient spoliés de 59 milliards de francs.

De plus, devant les caméras de la cinquième chaîne de télévision, M. Strauss-Kahn évaluait à 10 000 F la spoliation de chaque assuré sur la vie de l'UAP. En réponse, M. Dromer a fait remarquer qu'un tel chiffre, appliqué à 2,9 milliards de francs, supérieur au montant total des plus-values estimées par M. Strauss-Kahn,

M. Dromer a chiffré, quant à lui, à 30 milliards de francs les plus-values totales, dont 21 milliards de francs, soit 70 %, seraient allés aux assurés, le solde de 9 milliards de francs (30 %), allant aux actionnaires. Il nie absolument que « les plus beaux immeubles et les meilleures actions aient été retirés aux

assurés », comme l'avance M. Strauss-Kahn, et affirme, au contraire, que 14 milliards de francs d'immeubles dont certains prestigieux (Piazza, Clarté) ont été apportés à ces mêmes assurés.

Quant aux actions, celles qui ont le plus baissé récemment appartiennent aux actionnaires. M. Dromer a voulu protester « comme chef d'entreprise » contre « une atteinte grave au crédit de l'entreprise », les propos de M. Strauss-Kahn étant de nature, selon lui, à « inquiéter » les clients de l'UAP.

En ce qui concerne la privatisation de cette compagnie, le ministre des finances a indiqué que les membres du « noyau stable » paieraient une prime moyenne de 5 % sur le prix d'offre et seraient admis à souscrire entre 0,5 % et 5 % du capital.

Les acheteurs qui paieront « à crédit », en deux ou trois mois, pourraient revendre leurs titres avant trois mois, à condition de régler l'intégralité des prix.

● M. Maire demande l'arrêt des privatisations. — Le secrétaire général de la CFDT, M. Edmond Maire, a déclaré, le vendredi 23 octobre, à l'issue du conseil national de son syndicat, qu'il fallait « stopper les privatisations tant que nous sommes dans une situation instable ». Selon M. Maire, « nous sommes entrés dans un cycle dangereux. Il s'agit de voir l'intérêt général. Nous faisons appel à la responsabilité des dirigeants du pays ».

Les réactions au changement de statut de Renault

« Une revanche de la bourgeoisie » déclare M. Krasucki

Le changement de statut de la régie Renault, apprécié par la CGC, a été condamné par le Parti socialiste et, plus vivement encore, par la CGT. C'est « une revanche de la bourgeoisie » et « un abandon national sur l'autel de l'Europe », a déclaré, jeudi 22 octobre, M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT. « D'une manière ou d'une autre, nous sommes tous des Renault, et ces mesures sont une attaque contre l'industrie française », a-t-il ajouté. M. André Salin, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie CGT, a précisé le même jour que la CGT allait « continuer à défendre » le statut actuel de la Régie, destinée à « devenir une simple usine de montage ».

La section socialiste de Renault a également condamné la décision du gouvernement : « En aucun cas, les socialistes ne sauraient accepter que

ce mauvais coup ouvre un processus conduisant à la privatisation », a-t-elle dit dans un communiqué. Le PS de Renault a ajouté qu'il n'est « pas dionné qu'un gouvernement libéral cède aux pressions inacceptables d'un PDG du secteur privé, en l'occurrence M. Jacques Calvet, patron du groupe PSA ».

Le président de Peugeot a lui aussi réagi à l'annonce de la décision gouvernementale, et il a écouré un voyage au Japon pour rentrer immédiatement à Paris, où il doit rencontrer à ce sujet MM. Chirac et Balladur.

Seule réaction positive, celle du président de la Confédération française de l'encadrement (CFE-CGC), qui constate avec intérêt que « le gouvernement n'hésite pas à transformer la régie Renault en société anonyme à capitaux d'Etat ».

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Les banques et l'Etat néerlandais aident Fokker

En déficit depuis le début de l'année, le constructeur aéronautique néerlandais Fokker devrait recevoir du gouvernement et des banques une aide de 600 à 900 millions de francs destinée à maintenir sa solvabilité. Les bailleurs de fonds ont mis comme condition à cette aide un accord de coopération avec un autre constructeur et l'embauche d'un directeur capable de régler les difficultés de production et de commercialisation du turbo-propulseur F-50 (cinquante places) et du bi-réacteur F-100 (cent places) qui ont provoqué 10 millions de francs de perte au cours du premier trimestre 1987.

La Commerzbank propose d'acquiescer 10 % du Crédit lyonnais

La Commerzbank, troisième banque ouest-allemande, est prête à acquiescer 10 % du capital du Crédit lyonnais si cette banque est privatisée. M. Walter Seipp, son président, a estimé, le 21 octobre, que l'établissement français pourrait prendre une participation du même ordre de grandeur dans la Commerzbank. L'association ainsi conclue serait réalisée par échange d'actions.

Alliance Alcatel-Nokia-AEG dans le radiotéléphone

Alcatel NV, numéro deux mondial des Télécoms, va s'allier au finan-

dais Nokia et à l'allemand AEG pour étudier et fabriquer le radiotéléphone pan-européen qui verra le jour en 1991. La réputation de « complexe » n'est pas encore connue. Après le tandem constitué par le suédois Ericsson, l'allemand Siemens et le français Matra, c'est le second consortium européen qui se met sur les rangs du radiotéléphone de la nouvelle génération (technologie numérique). Le marché est énorme puisqu'il s'agit d'équiper d'un téléphone les automobiles circulant sur le Vieux Continent et de même de point une technologie permettant de communiquer au-delà des frontières. Le « ticket d'entrée » étant élevé, les industriels européens concluent donc des alliances pour pénétrer ce marché.

REPÈRES

Balance des paiements

Amélioration en Grande-Bretagne

La balance des paiements courants de la Grande-Bretagne a enregistré en septembre un déficit de 55 millions de livres (environ 550 millions de francs) contre 929 millions de livres en août. Le déficit de la balance commerciale a atteint 555 millions de livres, contre 1,529 milliard le mois précédent. Ces chiffres annoncés le vendredi 23 octobre sont nettement inférieurs aux prévisions des analystes qui attendaient un déficit de 200 à 400 millions de livres pour la balance des paiements, et de 800 millions à 1 milliard de livres pour la balance commerciale. La contraction des importations et la progression des exportations (pétrole mis à part) ont favorisé ce réajustement partiel de la balance britannique des paiements.

Dette

La Tunisie négocie deux prêts

Le ministre tunisien du plan et des finances, M. Ismaïl Khelil, a annoncé, le 23 octobre, que son pays négocierait actuellement avec le FMI et la Banque mondiale pour l'obtention d'un prêt de 700 millions de dollars. Dans le détail, Tunisie veut recevoir de la Banque mondiale un prêt de 350 millions de dollars avant la fin de l'année fiscale de la Banque (30 juin 1988), pour réhabiliter des routes, renforcer les structures de certaines entreprises étatiques et financer des projets d'habitat. Un second emprunt de 350 millions de

dollars, négocié auprès du FMI, vise la restructuration de l'économie tunisienne. Selon M. Khelil, la Tunisie aura encore besoin de 7,5 milliards de dollars pour son 7^e plan de développement (1987-1991), soit 1,5 milliard par an.

Inflation

Faible hausse dans la CEE

Les prix à la consommation dans la Communauté économique européenne ont augmenté de 0,2 % seulement en septembre. Sur les deux derniers mois, l'inflation a été de 3,2 % et de 2,5 % depuis le début de l'année. En septembre, elle a reculé en RFA et en Belgique (-0,2 %) ; elle a stagné en France et au Luxembourg (+0,1 %), tandis qu'elle augmentait modérément au Royaume-Uni et au Portugal (+0,3 %). Des hausses plus substantielles ont en revanche été enregistrées en Grèce (+2,2 %), en Espagne (+0,9 %) et aux Pays-Bas (+0,5 %).

SOCIAL

Le « bon usage » du droit de grève

(Suite de la première page.)

Dans la foulée de l'arrêt Dehaene, rendu par le Conseil d'Etat le 7 juillet 1990 afin d'éviter un « usage abusif » de la grève, on a vu fleurir une très abondante jurisprudence sur le caractère professionnel de l'arrêt de travail, le choix du moment, la durée, la répétition, les modalités, les grèves tournantes et partielles, les grèves avec occupation, etc. Les juges ont fixé des règles opérant un tri entre grèves « licites » et « illicites ».

Ainsi, la Cour de cassation juge « illicite » une grève obéissant à des mobiles politiques, mais elle admet (arrêt du 12 janvier 1971), des arrêts de travail dans le cadre de grèves nationales d'action de jour de solidarité externe des lors que les revendications « pour être générales et communes à un très grand nombre de travailleurs » sont « de nature à intéres-

ser les salariés de l'entreprise ». Une revendication globale sur la hausse du pouvoir d'achat ou sur une revalorisation du SMIC entre théoriquement dans ce cadre.

Théoriquement... car, dans le domaine du droit de grève, les syndicats et les salariés ne savent plus à quel saint se vouer. On assiste en effet à une dérive de la jurisprudence, les juges venant à se prononcer sur le caractère raisonnable ou non d'une revendication. Le 4 juillet 1986, la Cour de cassation a statué sur un conflit qui avait opposé en juin 1980 les compagnies Air France, Air Inter et UTA aux syndicats de personnel navigant, en jugeant abusif l'usage de la grève aux motifs que « l'engagement de très longue durée qui était demandé au mépris des contraintes financières et techniques était déraisonnable » et que « les compagnies ne pouvaient, de toute évidence, satisfaire les revendications ».

C'est sur une telle jurisprudence que le tribunal de grande instance de Créteil s'est fondé le 30 juillet 1987 — à propos d'un conflit opposant la encore Air Inter à ses syndicats de pilotes et de mécaniciens — pour voir dans le préavis de grève un « trouble manifestement illicite » en raison du « caractère déraisonnable des revendications ». Cet arrêt a soulevé un tollé syndical et a amené M. Delebarre, le 8 octobre, devant la presse, à poser une ques-

tion simple : « Une grève pour une augmentation des salaires supérieure à la croissance de l'inflation ne sera-t-elle pas un jour jugée non raisonnable ? »

De P. illicite à un « déraisonnable »

On peut en effet s'interroger sur une jurisprudence qui peut conduire, selon l'interprétation qui en est faite, un juge des référés à interdire le déclenchement ou la poursuite d'une grève en mettant en avant le « trouble manifestement illicite » né du caractère « déraisonnable » de la revendication ou simplement du fait qu'elle aurait été refusée par l'employeur. Quels sont les critères, économiques, sociaux, techniques, juridiques, qui permettent à un juge de qualifier une revendication de raisonnable ou de déraisonnable ? Cette question prend d'autant plus d'acuité que, en cas de grève illicite, des salariés peuvent être licenciés et être condamnés à payer des dommages-intérêts à leur entreprise pendant des années et des années. Or la tendance est bien au développement des sanctions financières de la grève.

Une telle situation amène M. Séguin à s'interroger : « On peut légitimement se demander si l'on pourra indéfiniment laisser au juge le soin de supporter seul le fardeau de la réglementation de la grève dans le secteur privé ». En clair, ne convient-il

pas de limiter le rôle des juges et de laisser le législateur codifier les règles générales du bon usage de la grève ?

Mais la difficulté de légiférer est immense. On l'a vu avec l'épisode — particulièrement maladroite — de l'amendement Lamassouze visant à accroître la pénalisation financière de la grève dans la fonction publique. Tous les syndicats ont protesté et réaffirmé leur attachement au droit de grève lors de l'affaire de La Chapelle-Darblay. C'est un terrain explosif sur lequel il importe, pour le gouvernement, de ne pas ouvrir de nouveau front. L'immobilisme n'est pas davantage une solution. Les syndicats ont-ils vraiment intérêt à continuer à s'en remettre à une jurisprudence de plus en plus restrictive ? Toute réglementation d'apparence pour édicter à une limitation. Mais un recadrage du droit de grève peut aussi être l'occasion de mettre un frein aux actuelles limitations des juges...

Le gouvernement ayant montré à La Chapelle-Darblay qu'il était attaché au respect du droit de grève, est-il absurde d'imaginer qu'il conviendrait, avant d'envisager éventuellement une réglementation plus précise, les partenaires sociaux, à froid, sans précipitation, à une réflexion sur le bon usage de la grève ? La question doit être posée, sauf à accepter le risque de voir des Chapelle-Darblay se multiplier.

MICHEL NOBLECOURT.

Le Monde sur minitel

IMMOBILIER

30 000 affaires Paris-province. Garantie

36.15 TAPEZ LEMONDE

حکومت من الاحول

Crédits, changes, grands marchés

L'EUROMARCHÉ

Refuge dans les emprunts d'Etat

Les terribles craquements boursiers de la semaine passée et les réactions d'apaisement qu'ils ont suscitées de la part des banques centrales ont bénéficié aux secteurs des obligations gouvernementales, mais relativement peu à l'euro-marché. La recherche de la qualité la plus sûre possible a même conduit à apaiser des craintes fondamentales qui, quelques jours plus tôt, étaient encore au premier plan des préoccupations. La vigoureuse remontée des cours des obligations du Trésor américain de jeudi à New-York a ramené le rendement semestriel de l'emprunt de trente ans aux abords de 9 %. Ce niveau devait être légèrement enfoncé vendredi à Londres.

Dans la foulée, les prévisions relatives à l'influence de la probable introduction en Allemagne d'une retenue à la source sur les revenus des placements financiers en marks ont été déjouées. Le rendement des emprunts de la République fédérale était vendredi matin inférieur à celui de titres comparables émis par la Banque mondiale ou la Banque européenne d'investissement, que devrait pourtant favoriser la perspective d'une exemption de l'impôt.

Au vrai, deux semaines après l'annonce d'une réintroduction d'un impôt à la source en Allemagne, on ignore toujours les contours précis de cette mesure tant décriée. L'incertitude subsiste par exemple au sujet du traitement auquel seront soumises dès 1989 les euro-obligations en marks lancées pour le compte de débiteurs allemands par l'intermédiaire d'établissements financiers étrangers. Seront-elles considérées comme des emprunts domestiques assujettis à une retenue de 10 % sur leurs coupons, ou, ainsi qu'on le pense généralement, comme de véritables émissions internationales exemptées de toute taxe ? Le ministère des finances s'est bien gardé de toute précision.

La Bundesbank, dont on connaît l'opposition à cet impôt de nature à ruiner ses efforts de promotion de Francfort en tant que place financière, a déjà adressé une mise en garde. Elle « espère » que les entités publiques allemandes n'auront pas à recourir à des sociétés financières étrangères pour solliciter le marché allemand des capitaux ; elle s'opposera en tout cas à ce que ses prescriptions sur l'enracinement en Allemagne des émissions en deutschmarks

soient contournées et vidées de leur sens.

Un des arguments souvent cités en faveur d'une retenue à la source en Allemagne est la faiblesse du taux prévu, 10 %, par rapport à celui en vigueur en Suisse, 35 %, auquel seuls échappent les emprunts de débiteurs étrangers. La comparaison est

« Ces fameuses innovations financières »

L'activité primaire sur le marché euro-obligataire est demeurée des plus somnolentes la semaine passée. Elle a cependant englobé tout un réseau de monnaies, y compris le yen, un secteur où l'électricité de France s'est aventurée lundi. Son emprunt à taux variable de 15 milliards de yens lancé sur sept ans est assorti de coupons semestriels de 0,0625 % au-dessus du Libor. Il se traitait vendredi avec une décote de l'ordre des 25 points de base de la commission totale, ce qui reflétait un accueil plutôt satisfaisant. Les lourdes inquiétudes présentes ont, par ailleurs, favorisé l'émission d'emprunts privés ou à placement-cible, en dehors des circuits habituels. La Banque européenne d'investissement (BEI) a fait montre d'une remarquable adaptation aux difficultés du moment. Elle se présente sur le marché de l'euro avec un emprunt de 100 milliards sur six ans, qui, lancé au pair, est muni d'un coupon de 12 %. Ce dernier est trop faible pour attirer la clientèle internationale.

Il s'agit donc de faire valoir son avantage fiscal. Les titres sont exemptés de l'impôt à la source auquel sont assujetties les émissions domestiques en livres, et c'est bien aux portefeuilles italiens que l'opération semble exclusivement s'adresser. Les décotes de 1,75 % à 1,25 % notées sur le marché gris se comparent à des commissions totales pour les banques de 1,875 %. La même BEI accède en même temps le marché belge des capitaux par le biais d'un placement privé de 2 milliards ; les « notes » d'une durée moyenne de huit ans sont offertes à 99,50 et sont assorties de coupons de 8,625 %, soit un rendement brut de 8,71 %.

La place de Paris confirme ses capacités de syndication avec un nouveau MOF — une ligne de crédit utilisable en francs domestiques et en devises, arrangé par Valco. Elle porte sur un montant de 150 millions d'ECU et sa durée

bancale. Il y a en effet près de 900 milliards de deutschmarks d'obligations d'Etat ou assimilées (République fédérale, chemins de fer et poste) en circulation contre à peine 12 milliards de francs suisses pour la Confédération helvétique. L'importance du marché suisse vient de son secteur international, nettement plus ample que celui de son homologue allemand.

est de cinq ans. La commission d'engagement est de 7 points de base. La marge dépend de la devise retenue par la compagnie, 20 points de base au-dessus du Pibor pour une utilisation en francs, 10 points au-dessus du Libor pour la devise étrangère. La commission variera selon le tirage : elle sera de 2,5 points de base entre 25 % et 30 % et de 5 points au-delà de 30 %. L'opération suscitait un vif intérêt vendredi lors de son apparition. Elle est dirigée par la Banque Indusue avec le Crédit lyonnais, J. P. Morgan et la Société générale.

A part cela il n'y a dans le contexte présent guère de place pour des emprunts classiques de courte durée pour des signatures de tout premier plan. Le retour à la simplicité des instruments éprouvés est d'autant plus impératif que l'on condamne désormais presque unanimement les produits financiers nés d'imaginaires débridées dans une époque encore toute récente où l'insouciance des yuppie de la City pouvait aller de pair avec leur exubérance. Le président du directoire de la Banque nationale suisse, M. Pierre Langstein, s'adressait à la presse mercredi, n'a pas manqué de mettre en cause les « fameuses innovations financières de toute nature » au sujet desquelles « on avait toujours conçu la crainte qu'elles ne comportent des risques imprévisibles ».

A la suite des effondrements boursiers de la semaine passée, la « psychologie des investisseurs » devrait se modifier, et c'est certain, à beaucoup plus de prudence qu'il faut s'attendre. Un tel discours est bien plus qu'un simple rappel de l'aspect traditionnel du monde financier helvétique. Les méfaits de l'innovation à tout prix en matière financière sont dénoncés depuis longtemps et d'une manière générale dans les pays européens à monnaie forte, et ils apparaissent maintenant manifestes. (Interim.)

LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Recul brutal des taux d'intérêt

Quelle folle et invraisemblable semaine, avec d'effarantes variations de cours et de taux, de l'encore jamais vu pour les jeunes opérateurs comme pour les vieux ! De quoi déborder les services de cardiologie des hôpitaux, sans compter les charrettes de condamnés qui, suivant la rumour du marché, devraient conduire à la guillotine les dizaines d'opérateurs et de responsables de banques de trésorerie coupables d'avoir perdu des sommes folles. A vrai dire, ces pertes n'apparaîtront, le plus souvent, qu'au moment des bilans de fin d'année, ou même plus tard, lorsque certaines opérations seront dénouées. Mais cela n'empêche pas les salles de marché de jouer, par avance, les pelotons d'exécution ou les bourreaux.

Il est vrai que, au cours de la folle semaine en question, il fallait être dans le « bon sens » sinon la chute était brutale et la sanction immédiate.

Lundi 19 octobre, l'aube se leva sur des marchés que venait de secouer les déclarations fracassantes de M. James Baker, secrétaire américain au Trésor, qui avait menacé pendant le week-end de remettre en cause les accords du Louvre sur la stabilisation des parités monétaires. L'effet fut magique : dimanche soir à 20 heures le dollar chutait en Nouvelle-Zélande puis à 22 heures en Australie. Trois heures après à Tokyo, le rendement de l'emprunt à trente ans du Trésor américain, point de mire du monde entier, qui était revenu, le vendredi précédent, de 10,31 % à 10,14 %, bondissait à plus de 10,40 %, signe d'inquiétude, ce qui contribua grandement à faire craquer Wall Street, déjà traumatisé par l'ascension des taux.

A Paris, l'effet fut dévastateur : ce n'était plus la descente aux enfers, terme banal, mais la

course à l'abîme. Sur le MATIF, le record historique de baisse était largement battu, le cours de l'échéance décembre chutant de 4,50 %, de 90-25 à 86-20, ce qui conféra aux emprunts d'Etat une perte de près de 13 %. Ahurissant ! Pour y arriver, les cotations furent suspendues deux fois, en application de la règle du *limit down* (2 % de baisse maximum autorisée). Le lendemain, retourne-ment non moins spectaculaire car, lundi dans la soirée à New-York, les rendements des obligations, bons du Trésor, avaient chuté brutalement : 9,80 % contre 10,40 % pour l'emprunt à trente ans. Le motif : une ruée des investisseurs qui, vendant leurs actions, se précipitèrent sur les titres à revenu fixe, plus sûrs.

A Paris, les cours bondirent : + 5 % sur le MATIF, les cotations étant deux fois suspendues, avec 2 % maximum de hausse (*limit up*). En fin d'après-midi, les cours étaient remontés de 6 points (+ 7 %) s'établissant à 92 contre 86,20 sur décembre. Affolant !

New-York : la journée la plus folle

A New-York, le marché des obligations connaissait également la plus folle journée de son histoire, les rendements tombant de 1 point complet à 9,30 %. Il est vrai que, partant, les banques centrales multipliaient les déclarations rassurantes, injectant ou promettant d'injecter d'abondantes liquidités pour apaiser les tensions. C'était le cas de M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, de M. Paul, président de la Banque fédérale d'Allemagne, qui ramenait, symboliquement et en signe d'apaisement, son taux d'intervention de 3,85 % à 3,80 % (pas de folies) !

Les jours suivants, les taux d'intérêt continuèrent à se déteindre, les grandes banques américaines abaissant même d'un quart de point leur taux de base, ramené de 9,25 % à 9 %, après l'avoir augmenté cinq fois depuis le printemps. A la veille du week-end, le rendement de l'emprunt à trente ans était revenu au voisinage de 9 %, soit un recul de 1,4 point en quatre jours, record battu. A Londres, les banques abaissaient également leur taux de base et, en Allemagne fédérale, le rendement des obligations fléchissait, de même qu'au Japon. La fête, quoi !

A Paris, après une timide hausse mercredi, la reprise s'accroissait jeudi, et surtout vendredi, de 94 à 97,80 sur l'échéance décembre, avec à nouveau suspension de cotation pour maximum de hausse, et clôture un peu plus bas à 95,75. En huit jours, la hausse avoisinait 5 % à 7 %, le rendement des emprunts d'Etat revenant de 12 % à 10,60 % sur le MATIF et à 10,30 %/10,40 % sur le marché au comptant.

Dans cette course générale à la détente, le Trésor français a pris sa part en annonçant que le volume des emprunts d'Etat pour 1987 serait ramené de 110-120 milliards de francs à 90 milliards de francs, ce qui laisse encore 14 milliards de francs à émettre d'ici la fin de l'année, cela grâce à l'argent des privatisations, aux bonnes rentrées fiscales et au recours accru aux bons du Trésor. En fait de Trésor, la rumour court que ce dernier étudie la possibilité de « swaper » ses emprunts à taux fixe, c'est-à-dire de les prêter en échange d'emprunts à taux variable, ce qui aurait pour effet de peser sur le marché du taux fixe et de le faire baisser.

FRANÇOIS RENARD.

LES DEVICES ET L'OR

Dollar : dérapage contrôlé

Dieu seul, paraît-il, pourrait empêcher un sénateur américain de parler. Mais c'est certainement le diable qui a poussé M. James Baker, secrétaire au Trésor des Etats-Unis, à menacer implicitement les Allemands, coupables de relever leurs taux d'intérêt, d'une remise en cause des accords du Louvre sur la stabilisation des parités monétaires.

« Si les Allemands ont cru nécessaire de durcir leur politique financière, au risque de freiner leur économie, ils ne doivent pas s'attendre à ce que nous restions les bras croisés et que nous acceptions de les suivre sur la voie de la déflation en relevant encore nos taux d'intérêt », avait-il déclaré. Il précisait que les accords du Louvre « permettent d'absorber de nouveaux ajustements au moment où ils deviennent nécessaires », lisez une nouvelle baisse du dollar.

Une telle menace, agitée à deux reprises avant et pendant le week-end du 17 octobre, eut des effets « détonants » : le dollar plongea le lundi suivant 19 octobre, et la Bourse de New-York, déjà ébranlée par la montée des taux d'intérêt à long terme et l'annonce d'un déficit commercial plus important que prévu, connut la pire débâcle de son histoire. Un fameux résultat ! Les jours suivants, M. Baker se fit tout petit, silencieux : on l'aurait été à moins.

Après avoir chuté, lundi, de 1,80 DM à 1,7750 DM, de 6,01 F à

5,94 F et de 142,50 yens à 141 yens, le dollar se redressa les jours suivants grâce aux déclarations rassurantes faites conjointement, et en toute hâte, par MM. Baker et Stoltenberg, ministre allemand des finances, qui réaffirmaient leur attachement aux accords du Louvre. Ce raffermissement s'accroissant, le cours montait jusqu'à 1,8150 DM et à 6,07 F, à l'annonce d'une nouvelle négociation entre la Maison Blanche et le Congrès sur les réductions du déficit budgétaire. Un tel raffermissement, toutefois, paraissait bien suspect aux opérateurs, qui observaient, en même temps, une chute brutale et concertée des taux d'intérêt, soutien habituel du billet vert.

Une réaction était inévitable et, effectivement, elle se produisit vendredi après-midi. A New-York, on « enfonça » le dollar, resté ferme en Europe le matin, le cours tomba à 1,7750 DM et 5,95 F. Motif : un certain scepticisme sur la volonté réelle du président Reagan de se résigner à un relèvement des impôts, et, surtout, l'effet mécanique de la baisse des taux américains. En outre, les milieux financiers internationaux ne voyaient pas comment la Banque fédérale d'Allemagne pouvait concilier le soutien du dollar aux environs de 1,80 DM, générateur d'abondantes liquidités provenant d'achats du dollar, avec l'injection d'autres liquidités effectuées pour empêcher les taux d'intérêt de monter à Francfort. Trop, c'est trop !

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 19 AU 23 OCTOBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

| PLACE | Lire | SEU | Franc français | Franc suisse | D. mark | Franc belge | Franc italien | Lire italienne |
|-----------|---------|--------|----------------|--------------|---------|-------------|---------------|----------------|
| New-York | 1.4620 | — | 16.6597 | 67.2484 | 35.6792 | 2.6631 | 49.5849 | 0.0763 |
| Paris | 1.4620 | — | 16.6115 | 66.9673 | 35.4677 | 2.6631 | 49.3975 | 0.0768 |
| Paris | 3.9945 | 0.0025 | — | 483.66 | 35.421 | 15.9833 | 29.15 | 0.0208 |
| Paris | 10.0622 | 0.0090 | — | 482.54 | 35.439 | 16.6209 | 29.77 | 0.0257 |
| Zurich | 2.4758 | 1.2670 | 24.7133 | — | 31.7951 | 3.9040 | 73.6138 | 1.1447 |
| Zurich | 2.4855 | 1.2655 | 24.8422 | — | 32.9221 | 3.9267 | 73.7244 | 1.1486 |
| Frankfurt | 2.9948 | 1.7940 | 29.9213 | 126.78 | — | 4.7659 | 85.0188 | 1.3526 |
| Frankfurt | 2.9974 | 1.8035 | 29.9585 | 126.40 | — | 4.8029 | 85.0481 | 1.3552 |
| Brasel | 62.5077 | 31.55 | 62.5077 | 22.5231 | 28.937 | — | 18.5891 | 2.8960 |
| Brasel | 62.4001 | 31.55 | 62.775 | 22.521 | — | — | 18.5112 | 2.8840 |
| Amsterdam | 3.3433 | 2.0780 | 33.4236 | 135.84 | 112.48 | 5.3794 | — | 1.5580 |
| Amsterdam | 3.3714 | 2.0785 | 33.6940 | 135.44 | 112.48 | 5.4031 | — | 1.5589 |
| Milan | 2162.83 | 1299 | 216.41 | 873.57 | 731.27 | 34.5938 | 543.06 | — |
| Milan | 2161.92 | 1302 | 216.28 | 870.61 | 731.83 | 34.6737 | 544.25 | — |
| Tokyo | 128.43 | 143.20 | 23.8572 | 95.3012 | 78.7327 | 3.4137 | 78.8919 | 8.1192 |
| Tokyo | 127.67 | 143 | 23.7542 | 95.0203 | 79.2903 | 3.3983 | 78.4954 | 8.1098 |

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 23 octobre, 4,1916 F contre 4,2098 F le vendredi 16 octobre.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

L'impossible assainissement du zinc

« Nous sommes persuadés que le zinc a des possibilités importantes de développement, par l'accroissement des applications actuelles et l'essor de marchés nouveaux dans le bâtiment, l'automobile et la fondrie ». Cette déclaration perdue de M. Yves d'Arche, président du Centre du zinc, le 22 octobre, ne peut dissimuler l'état de crise latente que connaît ce métal depuis le reste de l'année. Alors que les cours avaient bien résisté en 1986, affichant une progression de 10 %, ils ne s'établissent plus actuellement qu'à 469 \$ livres par tonne, contre 540 livres en janvier.

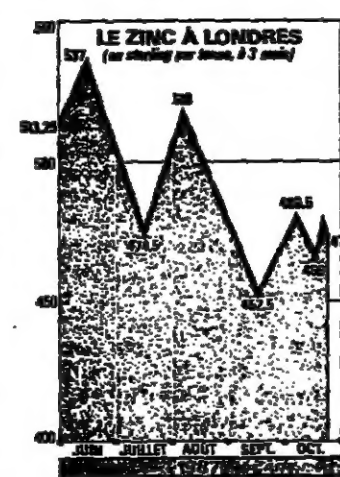
Les cotations du London Metal Exchange ne reflètent pas seulement la baisse du dollar, qui a mis à l'ensemble des non-ferreux, dont les échanges mondiaux sont facturés en monnaie américaine. L'industrie européenne du zinc souffre d'une

crise de surproduction que les experts estiment à 200 000 tonnes par an, sur un marché stagnant.

En 1983 déjà, les grandes firmes de la Communauté avaient constaté ce déséquilibre. Un plan de restructuration avait même été élaboré, visant à ne maintenir en activité sur le Vieux Continent que les unités de production les plus rentables. Ces dernières auraient indemnisé les opérateurs condamnés par le marché à fermer leur porte. Mais une remontée passagère des prix et surtout le peu d'empressement manifesté par certains à se faire « hara kiri » provoquèrent l'abandon de ce plan.

Après printemps dernier, les principaux producteurs européens de zinc (le belge Vieille Montagne, le français Penarroya, l'allemand Preussag, le suédois Boliden, auxquels s'est joint le finlandais Outokumpu) ont lancé une « étude d'optimisation de leurs capacités minières et métallurgiques », afin d'aboutir à un regroupement industriel. Le projet ne manquait pas d'ampleur. Les cinq représentants une production de 800 000 tonnes de métal par an, sur un total européen (Finlande exclue) avoisinant 2 millions de tonnes.

Mais, le 15 septembre dernier, à la veille de conclure l'accord de principe qui aurait conduit à un assainissement du marché communautaire, le groupe Union minière, qui contrôle Vieille Montagne, renonça à l'opération. Cette défection du principal producteur européen (400 000 tonnes de capacités annuelles) suivait celle d'Outokumpu, quelques semaines auparavant. Dans un communiqué, Union minière expliquait son retrait par l'existence de « positions différentes sur la structure de la nouvelle entité ». Le projet est aujourd'hui abandonné. « Tant qu'il sera impossible à réaliser, le marché du zinc en



Europe restera en crise », commentait, le 22 octobre, un professionnel du secteur.

Conscient de ce handicap majeur, le Centre du zinc lance une campagne de promotion pour l'emploi de ce métal, en rappelant ses qualités réelles de galvanisation et de protection contre la corrosion. « Meilleur allié de l'acier : résistant au temps qui passe comme au temps qu'il fait », le zinc est omniprésent dans la vie quotidienne. Il se cache sur les toitures, les carrosseries d'automobile, les glissières d'autoroute ou les pylônes de transport d'énergie ; sur les infrastructures galvanisées de la tour Montparnasse ou sur le dôme du Printemps, à Paris. « L'un des marchés les plus prometteurs reste l'automobile », estimait, le 22 octobre, M. d'Arche. Actuellement, les voitures sont protégées à hauteur de 10 % à 15 % contre la corrosion. De nombreux constructeurs veulent atteindre prochainement 60 %, 70 %, voire 80 % de protection. « Mais qui protégera le zinc de la pléthore ? »

ERIC FOTTORINO.

| PRODUITS | COURS DU 23-10 |
|------------------------|---------------------------------|
| Cuivre le g. (Londres) | 1127 (+ 27) Livres/tonne |
| Aluminium (Londres) | 1068 (- 17,5) Livres/tonne |
| Nickel (Londres) | 3 520 (+ 95) Livres/tonne |
| Soufre (Paris) | 1 155 (- 5) Francs/tonne |
| Café (Londres) | 1 315 (- 20) Livres/tonne |
| Cacao (New-York) | 1 824 (+ 35) Dollars/tonne |
| BB (Chicago) | 303,25 (- 8,75) Cents/bushels |
| Malt (Chicago) | 184,25 (- 6,25) Cents/bushels |
| Soja (Chicago) | 180,20 (+ 7,70) Dollars/bushels |

La chiffres entre parenthèses indiquent la variation d'une semaine sur l'autre.

FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES

Affaires/Commerce Relations publiques

Pour renforcer votre niveau langues, ajouter un plus à vos études ou à votre qualification, grâce à des diplômes pratiques :

CHAMBRES DE COMMERCE ÉTRANGÈRES/UNIVERSITÉ DE CAMBRIDGE/BTS TRANSMETTEUR D'ENTREPRISE

Préparations efficaces à distance, parallèlement à vos activités, en souplesse. Inscription toute l'année. Durée d'étude au choix.

Doc. gratuites sur ces diplômes, leur vocation, les cours, à : Langues & Affaires, Service 4499, 35, rue Collange, 92303 Levallois. Ou par tél. : (1) 42-70-81-88 (établi privé).

5021111111

50.000.000

16 • Dimanche 25-Lundi 26 octobre 1987 •

Le Monde

| ÉTRANGER | POLITIQUE | SOCIÉTÉ | CULTURE | ÉCONOMIE | SERVICES | MINITEL |
|---|--|--|---|--|---|---|
| 3 La fin de la visite de M. Shultz à Moscou.
4 Le Nicaragua suspend les «rencontres familiales». | 5 Le budget de l'agriculture à l'Assemblée nationale.
— M. Barre en campagne : le laboureur dans la ville nouvelle.
6 Les mesures contre la pauvreté.
— «Livres politiques», par André Laurens. | 7 Justice : les Verts déposent une plainte contre MM. Chaumet et Chalandon.
— Un avertissement de la CNIL à cinq établissements bancaires.
8 La disparition du navigateur Daniel Gilard. | 9 Photographie et art moderne : une entrevue avec Alain Sayag.
— Théâtre : Y'a bon les reprises.
— Mode : le ton au naturel.
— Communication : le conflit du doublage des films. | 13 Sur les places boursières : le tourment des marchés dans l'attente de la réouverture à Hongkong.
— Le président de l'UAP conteste les chiffres du PS sur l'assurance.
14 Revue des valeurs.
15 Crédits, changes, grands marchés. | Abonnements 2
Météorologie 11
Mots croisés 11
Carnet 11
Spectacles 10 | ● La Bourse en direct.
JOUR
● Montez dans le Trans Polar Express. POLAR
● Les nouveaux films.
CINE
Actualités Sports International.
Bourse, Jeux, FINALE.
3615 Tapez LEMONDE |

La grève des dockers dégenère Des émeutiers saccagent le centre de Papeete

Papeete
de notre correspondant

De violents incidents ont éclaté à Papeete (Polynésie) le vendredi 23 octobre en fin de journée. Ils ont opposé les dockers — en grève depuis mercredi — aux forces de l'ordre, vers 17 heures (samedi, 2 heures, heure de Paris). Ces affrontements, localisés au port, ont ensuite dégénéré. Dans le centre-ville, des vitrines ont été brisées, des voitures et des magasins incendiés. L'Assemblée territoriale et la présidence du gouvernement ont été prises d'assaut. Avant d'être repoussés, les émeutiers ont réussi à saccager le bureau du président de l'Assemblée territoriale.

Le conflit porte sur les effectifs de maintenance destinés au site du centre d'expérimentation du Pacifique, à Mururoa. Vendredi matin, une tentative de conciliation entre les grévistes et les responsables du centre d'expérimentation avait échoué.

Cinq cents dockers bloquaient, vendredi après-midi, la zone portuaire sous douane. En fin de journée, les gardes mobiles qui avaient pris position sur un pont ont été attaqués à coups de cocktails Molotov et à coups de pierres. Des éléments dits « incontrôlés » ont alors pris le relais des dockers. Une centaine de jeunes gens ont saccagé des vitrines de magasins, mis le feu à des voitures en stationnement et incendié des magasins dans le centre-ville. A 19 heures, le centre de Papeete était bouclé par les gardes mobiles tandis que les pompiers s'employaient à maîtriser une quinzaine de foyers d'incendie. La ville était couverte de fumée. Les carcasses de voitures calcinées jonchaient les rues du centre.

Le haut commissaire est intervenu, à la télévision, pour demander à la population de ne pas sortir dans la rue afin de ne pas gêner les opérations de maintien de l'ordre et l'action des pompiers. Une cinquantaine de personnes ont été interpellées. On décomptait, à 23 heures (heure locale), huit blessés dont deux, gravement atteints. Les pompiers étaient toujours à l'œuvre. L'après-midi, à la même époque, le haut commissaire, M. Pierre Angeli, avait pu éviter, malgré les pressions de la majorité locale, de recourir à la force contre les mêmes dockers qui avaient paralysé le port pendant plusieurs semaines. Les dockers avaient reçu le renfort de grévistes du secteur public et du secteur privé pour paralyser, par une multitude de barrages, la ville de Papeete pendant vingt-quatre heures. Il s'en était alors fallu de peu que la tension sociale ne dégénère en émeute. Seule l'intervention de médiateurs des Eglises avait permis d'empêcher le pire.

La situation sociale est à nouveau tendue depuis deux mois, non seulement sur le port mais aussi à l'aéroport. Les groupuscules d'indépendantistes tentent d'exploiter cette situation. Mercredi dernier à l'Assemblée nationale, M. Edouard Fritch, député RPR Polynésie française, avait attiré l'attention du gouvernement sur l'action « d'agents déstabilisateurs dans ce territoire ».

A 11 h 15, heure de Paris (0 h 15 locale), tous les incendies étaient éteints et le calme était revenu. Les gardes mobiles bloquaient toujours le centre-ville.

MICHEL YIENG KOW.

● Forte explosion souterraine à Mururoa. — La France a procédé, vendredi 23 octobre à Mururoa, à l'explosion souterraine d'une bombe de 50 kilotonnes, indiquent les services de sismologie néo-zélandais. L'essai, le plus important effectué sur le site depuis plus de deux ans, a été enregistré à 4 h 50 locales (17 h 50 heure française, vendredi) à la station sismique néo-zélandaise de Rarotonga, dans les îles Cook.

● ALBANIE : le ministre ouest-allemand des affaires étrangères en visite à Tirana. — Premier chef de la diplomatie d'un pays de l'OTAN à se rendre en Albanie depuis la guerre, le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, a effectué le vendredi 23 octobre une visite officielle d'une journée à Tirana.

SRI-LANKA : avec la guérilla tamoule à Jaffna Le rouleau compresseur indien

CHAVAKACHCHERI (péninsule de Jaffna)
de notre envoyé spécial

Deux détonations annonçant le départ des obus. Suivent vingt secondes d'interminables, puis un terrible double fracas. Chacun se relève et la course-panique reprend pour tenter de s'éloigner de la zone que l'artillerie indienne a prise pour cible. Le vendredi 23 octobre, non loin du village de Mirusuvil, sur un axe est-ouest, le long d'une route menant d'Elephant-Pass à Chavakachcheri, puis à Jaffna-Ville, une trentaine de « boys » — les Tigres séparatistes tamouls, — déjà blessés, s'éloignent de temps à autre une rafale de fusils d'assaut : M-16 et Beretta américains, Uzis israéliens, Kalachnikov soviétiques, Fall belges, l'une de ces armes porta-mitrailleuses, sur le croc, un cadavre du Liban. Les Tigres, c'est évident, sont en train de décrocher.

Ce repli s'effectue quartier par quartier, hameau par hameau, indolument. Leurs armes automatiques ne peuvent rien contre le rouleau compresseur de l'armée indienne. Celle-ci, selon un schéma classique, pousse d'abord la zone avec des obus de 80, 120 et 150 mm. Derrière ce rideau de feu, les troupes et les véhicules blindés font mouvement. En outre, les hélicoptères indiens et srilankais, armés de mitrailleuses, sont la hantise des combattants et des civils tamouls. Ils peuvent surgir de n'importe où. Lorsque le point noir grossit dangereusement dans le ciel, on se tenn.

Les Tigres ont virtuellement perdu une bataille, celle de Jaffna-Ville, et sans doute aussi la guerre. Mais ils sont prêts pour la « résistance ». L'armée indienne, même victorieuse, s'est embourbée dans une guerre « sale ». La population civile est acquise aux « terroristes ». Les Tamouls de Jaffna coopèrent pleinement avec les Tigres. Dix fois, vingt fois, notre chauffeur s'arrête pour demander si « la voie est libre » de soldats indiens. Si elle ne l'est pas, on bifurque, par des pistes de terre, dans les lacets d'un labyrinthe de ruelles que les troupes indiennes, moins mobiles, ne peuvent emprunter.

En faisant mouvement d'est en ouest, et, simultanément, du nord au sud, les soldats de New-Delhi visent à réduire les derniers bastions tamouls organisés et à faire la jonction avec les éléments avancés déjà au cœur de Jaffna-Ville. La chute de la « capitale » tamoule n'est plus, probablement, qu'une question d'heures, peut-être un jour ou deux. Les Tigres reconnaissent eux-mêmes que l'armée indienne a pris le contrôle des principaux édifices : les cinémas, les hôtels, le centre des télécommunications, la station de bus, l'hôpital général, la gare et la poste centrale.

A Chavakachcheri, les représentants du LTTE (Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul) affirment que, dans la seule journée de jeudi, près de huit cents obus sont tombés sur la ville, ou sont encore pris au piège, selon les Tigres, quelque quinze mille civils. Jeudi, pour la première fois officiellement, la marine indienne est entrée en action, détruisant plu-

sieurs embarcations des Tigres, à l'ouest de la ville et du fort.

Depuis mercredi après-midi, ces civils ne peuvent plus s'échapper, la plupart des voies d'accès ayant été coupées. La jonction du port, située à l'ouest, est sous contrôle indien, et, à l'est, le point de passage du ferry-boat situé au bout de la langue de terre qui s'étend au-delà du village de Pooneryn, n'existe plus. Jeudi matin, nous avions pu emprunter une pirogue pour passer sur la péninsule, mais le flot des réfugiés commençait à diminuer. Une heure avant, un hélicoptère avait mitraillé le bout de la jetée. Vendredi soir, un détachement indien a pris le contrôle de ce point stratégique, une mitrailleuse prenant en enfilade les 3 kilomètres de jetée.

Une pitoyable Cour des miracles

Curieusement, il aura fallu quinze jours à l'armée indienne pour verrouiller cet accès, par lequel des milliers de personnes (et probablement bon nombre de Tigres) ont pu fuir au cours des derniers jours. Les réfugiés s'entassent maintenant un peu partout. La nuit, sur les routes menant à Chavakachcheri, on croise des milliers de gens qui affluent loin de la zone des combats et qui s'éloignent, à bout de fatigue, dans les temples et les écoles. Dans le temple hindou de Amman-Mattuvil, on peut voir, à la lueur de quelques braserons, une pitoyable cour des miracles. Trois mille réfugiés y ont trouvé un havre précaire, dans un enchevêtrement de corps étendus à même le sol.

Nouveau-nés hurlant, femmes pleurant la mort de leurs enfants ou de leur mari, familles séparées. Chacun raconte son histoire, et ce sont toutes les mêmes, l'histoire de tous les réfugiés du monde... les Tigres affirment que jeudi les troupes indiennes ont pris d'assaut l'hôpital central de Jaffna-Ville (où s'étaient vraisemblablement retranchés des militants séparatistes), et ce fut un carnage : « Quatre médecins ont été choqués par les soldats et tués sur-le-champ. Une centaine de patients ont été tués délibérément, et une dizaine d'infirmières enlevées. » A Jaffna, cette histoire est rapportée par plusieurs personnes. Une chose est sûre : il s'est passé quelque chose de grave à l'hôpital de Jaffna. Pour sa part, le porte-parole de l'ambassade indienne à Colombo a indiqué, vendredi, que les Tigres tamouls y avaient tué deux médecins.

L'accès de Jaffna-Ville est désormais interdit. Les Tigres, qui se faisaient fort, il y a quelques jours encore, d'emmener des journalistes à l'intérieur de la cité, avouaient, vendredi, leur impuissance. Ils affirment garder le contact, par radio, avec ceux des leurs qui subissent l'assaut final des troupes indiennes. Au quartier général du LTTE, à Chavakachcheri, vendredi après-midi, les chefs avaient disparu, les militants, la plupart désarmés, semblaient tourner en rond, et un officier de liaison lançait de mystérieux messages dans son talkie-walkie. Les Tigres tamouls vont probablement de nouveau se disperser dans la masse anonyme de la population tamoule, invisibles, mais toujours redoutables...
LAURENT ZECCHINI.

● Cinq généraux soviétiques tués dans un accident d'hélicoptères. — Cinq généraux soviétiques ont trouvé la mort, le lundi 19 octobre, « dans l'exercice de leurs obligations de service » lors d'une collision entre deux hélicoptères, a annoncé, le vendredi 23 octobre, le quotidien du ministère de la défense soviétique *Krasnaya Zvezda* (l'Étoile rouge).

M. Rocard
à « Apostrophes »
Michel
et Gaston

Après les goûts littéraires de M. Barre, ceux de M. Rocard. Le maire de Conflans-Sainte-Heraine était l'invité vedette de l'émission « Apostrophes » de Bernard Pivot, vendredi 23 octobre. Si le député du Rhône lit chaque soir un poème, l'ancien ministre de l'Agriculture, lui, préfère — avant de s'endormir — les romans et déclare en lire beaucoup, notamment étrangers, quand il voyage, ce qui est aussi une manière de mieux comprendre les pays visités.

Disant, voire bavard, l'invité de Bernard Pivot a beaucoup surpris l'animateur d'« Apostrophes » qui voyait plutôt — ou affectait de voir — en lui un dévoué d'austères rapports et d'études assomantes. Mais Michel Rocard aime cette « hygiène de l'esprit » qui permet la littérature. Et cela ne date pas d'hier. Il a raconté comment, pendant la guerre, âgé de douze ans, il avait lu le *Silence* de la mer de Vercors de manière quasi-désobéissante et combien cette initiation à la lecture l'avait marqué. Plus tard, des ennemis de santé lui permettant, à deux reprises, de faire de véritables cures de lecture, De Sili Fricotin à Dostoïevski, en passant par Primo Levi et Jacques Prévert, M. Rocard a fait état d'un « programme » très éclectique.

Quand il vit débarquer, sur le plateau, un invité surpris en la personne de François, le dessinateur belge des fameux « Gaston Lagaffe » et l'inventeur du Marsupilami, le futur (?) candidat à l'Élysée manifesta un visible plaisir à montrer qu'il n'ignorait rien ni de Gaston ni des gaffes, en général et en particulier. Ses propres « gaffes », ce sont autant de coups de hache dans la langue de bois. M. Rocard en revendique beaucoup, il n'en regrette aucune.

Le numéro du « Monde » daté 24 octobre 1987 a été tiré à 581 713 exemplaires

CHAMPIONNAT
DU MONDE
SÉVILLE
1987

Si Dieu (ou le parti) leur prête vent et siffle, on ne s'attend pas à voir en 1990 pour leur cinquième match de championnat du monde. On pourrait alors introduire une modification au règlement, qui serait la suivante : la cinquième partie, sans être jouée, est automatiquement déclarée gagnée par Karpov ! Car, le vendredi 25 octobre, à Séville, le challenger a réussi la passe de trois : 1985, 1986, 1987, cinquième partie. Karpov joue et gagne (le Monde du jeudi 22 octobre).

Il le voulait, cette victoire. Sinon, il ne serait pas entré dans la variante d'échange de la Gruenfeld (« S44 »), qui annonce un combat tranchant dans la variante bien plus agitée encore (12-Fx7+) qui gagne, certes, un pion mais donne aux Noirs du contre-jou. Là encore, tout était préparé : en cinq minutes, Karpov avait choisi son sujet. Et Karpov ? Prêt aussi : huit minutes pour ses 13 premiers coups. Alors ? Alors, véritable héros dostoïevskien, Karpov a replongé dans son vice favori : tout voir, tout prévoir. Ce poison mortel, il l'avait déjà bu dans la deuxième partie, mais il l'avait repoussé dans la quatrième. Il a « remis ça » vendredi, en se laissant aller à soixante-quatre minutes de réflexion pour trouver, il est vrai, l'indélicat 14... Dédé au lieu du classique Dd7.

Comme dans la deuxième partie, le jeu s'affaiblit alors. Ce fut terrifiant. Karpov avait bel et bien obtenu une position supérieure. A Séville, les grands maîtres stupéfaits, proposaient, tant pour les Blancs que pour les Noirs, des coups que Karpov et Kasperov ne jouaient évidemment jamais. Au centre de l'échiquier, c'était la foire d'empoigne. Karpov tenait, le temps passait et le vaincu, lui, par Kasperov au quatorzième coup, commençait à produire son effet.

Après le vingt-sixième coup, il n'avait plus que six minutes pour jouer quatorze coups. Karpov en avait quarante-deux ! Maître du temps, le challenger ne choisit pas d'accélérer sa cadence. Il prit tranquillement vingt-trois minutes pour jouer 27-Cf3, compliquant encore la position. Kasperov chercha une attaque de mat, sa seule chance. Elle fut son tombeau quand Karpov, tou-

A Paris Une série de colis piégés postés dans le dixième arrondissement

Un nouveau colis piégé, cette fois destiné à un ressortissant français originaire du Pakistan, M. Karim Imadad, a été désamorcé, vendredi après-midi 23 octobre, au bureau de poste de la rue Pernety dans le 14^e arrondissement de Paris. Le paquet, une fois encore un livre, a été remis à la police par les responsables du bureau de poste après que son destinataire se fut présenté sur place et eût refusé d'en prendre livraison.

Les artificiers de la préfecture de police de Paris ont désamorcé l'engin constitué d'un bouchon allumant de grenade et d'une charge explosive dissimulés dans un livre érotique.

Cette tentative d'attentat est évidemment à rapprocher de celui commis la veille, dans le 14^e arrondissement, contre un « Météo » de l'agence de presse marocaine MAP. M. Mohamed Houmans, gravement blessé par l'explosion d'une grenade dissimulée dans un livre. Dans les deux cas, en effet, les colis piégés ont été postés dans le 10^e arrondissement de Paris et fabriqués avec des ouvrages appartenant à la même collection.

De plus, un autre paquet piégé, mais une lettre cette fois, avait été envoyé mardi dernier, toujours en provenance du 10^e arrondissement, au consul général de Tunisie à Paris. Cet envoi, sans destinataire nominatif précis, était adressé au service commercial du consulat. Les responsables avaient fait appel à la préfecture de police et les spécialistes avaient désamorcé l'engin confectionné de façon différente puisque constitué d'un détonateur à tirette relativement simple. Pour les enquêteurs, la nature et la sophistication des engins utilisés supposent, de la part de ou des auteurs, une « qualification certaine et une très bonne connaissance des explosifs ».

Cinquième partie

Karpov
maître du temps

Jeux tranquilles, jeu 34-Cd2. Ne voyant plus rien, le champion du monde tombe dans le piège. A la dernière extrémité, il trouve le pathétique 37... Tel (et 38-Tal, bxyt mat). Karpov n'a même pas dû jeter un œil sur ce coup d'un mortel...

Somptueuse partie, somptueux match. Karpov a repris l'avantage (3-2). Kasperov, qui pourrait prendre à son tour son premier temps de repos, répliquera sans doute, dès la sixième partie, prévue pour le lundi 26 octobre.

B. de C.

Blancs : KARPOV
Noirs : KASPAROV

Cinquième partie

Défense Gruenfeld - Variante d'échange

| | | | |
|-------------|---------|-------------|---------|
| 1. d4 | Cf6 | 21. Td1 (D) | d6 (D) |
| 2. d5 | e6 | 22. Td2 (D) | d5 (D) |
| 3. Cc3 | e5 | 23. Dg3 (D) | Cd3 (D) |
| 4. e4 | Cc5 | 24. Td3 (D) | e5 (D) |
| 5. f4 | Cc6 | 25. Dg3 (D) | e5 (D) |
| 6. h4 | e4 | 26. Cg1 (D) | e4 (D) |
| 7. f5 | Cd3 | 27. Cg1 (D) | Td3 (D) |
| 8. Cc2 (D) | Cd3 | 28. Dd3 (D) | d5 (D) |
| 9. f6 | e4 | 29. Dd3 (D) | d5 (D) |
| 10. e5 | e4 | 30. Dd3 (D) | d5 (D) |
| 11. D3 | e4 | 31. Td4 (D) | Cd2 (D) |
| 12. Dd3 (D) | Dd7 (D) | 32. Td4 (D) | Cd2 (D) |
| 13. Dd3 | Dd7 (D) | 33. Td4 (D) | Cd2 (D) |
| 14. Dd3 (D) | Dd7 (D) | 34. Dd3 (D) | Td3 (D) |
| 15. Dd3 (D) | Dd7 (D) | 35. Dd3 (D) | Td3 (D) |
| 16. Dd3 (D) | Dd7 (D) | 36. Dd3 (D) | Td3 (D) |
| 17. Dd3 (D) | Dd7 (D) | 37. Dd3 (D) | Td3 (D) |
| 18. Dd3 (D) | Dd7 (D) | 38. Dd3 (D) | Td3 (D) |
| 19. Dd3 (D) | Dd7 (D) | 39. Dd3 (D) | Td3 (D) |
| 20. Dd3 (D) | Dd7 (D) | 40. Dd3 (D) | Td3 (D) |

Les chiffres entre parenthèses représentent, en minutes, le temps total de réflexion de chaque joueur depuis le début de la partie.

RAYONNAGES
BIBLIOTHÈQUES À VOS MESURES

Rayonneries - Bibliothèque - 25 mètre d'explosion.
R.M. Leroy, éditeur - 200, av. de la République
93141 Paris 13^e Arr.